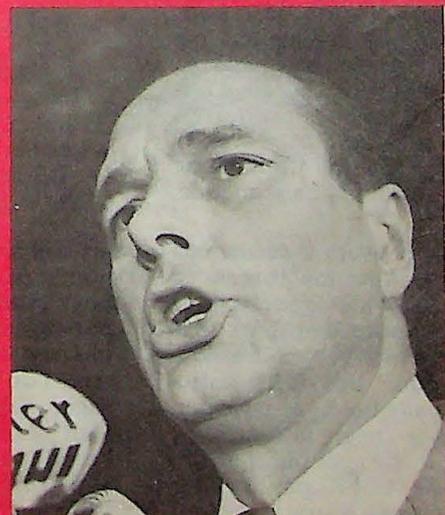
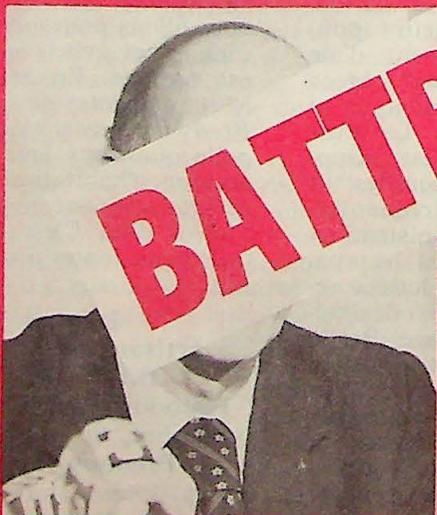
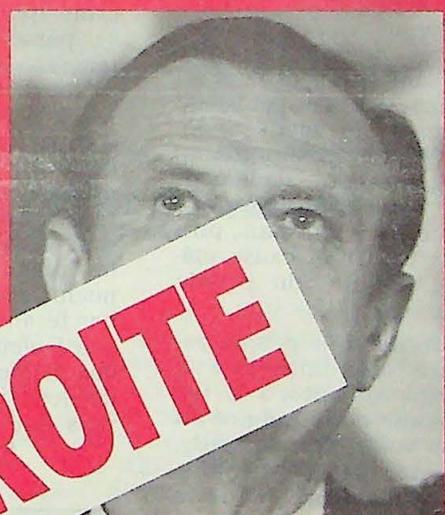
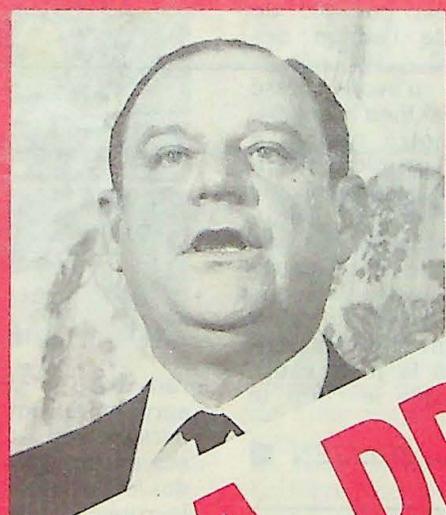


n° 778 — 4 F  
DU 16 MARS AU 23 MARS 78  
**nouvelle édition**  
HEBDOMADAIRE  
DU PARTI  
SOCIALISTE  
UNIFIÉ  
**PSU**

# tribune socialiste

L'ARGENTINE  
SOUS LA JUNTE



**BATTRE LA DROITE**

## IMPROVISATION ET TUERIE INUTILE

Le raid palestinien sur Tel-Aviv avait pour but une prise d'otages dans un grand hôtel de la capitale ; mais le commando n'a pu débarquer que loin au nord de cette dernière. Et il n'est pas sûr que la méthode employée par le commando du Fath pour rallier Tel-Aviv ait été des plus discrètes. Mais meurtrière elle l'a été : pour le commando et leurs otages. Pire il semble que les membres du commando aient délibérément cherché, à partir du moment où leur mission ne pouvait plus être remplie, à faire le plus grand nombre possible de victimes.

Faut-il de nouveau dire après tant d'années et d'expérience que ce genre de massacres de civils innocents se retourne automatiquement non seulement contre l'organisation qui les effectue (le Fath) mais, pire encore, contre la cause même de la lutte du peuple palestinien.

Aujourd'hui, le peuple palestinien doit faire face à une triple alliance, à la triple volonté de le réduire au silence voire de l'anéantir, manifestée par l'impérialisme américain, le sionisme et la réaction arabe.

Dans de telles conditions, certains actes de désespoir, suscités par l'isolement politique, surgissent ; mais ils sont en général le fait d'éléments isolés et minoritaires. Or ce massacre est revendiqué par la plus importante organisation palestinienne, le Fath.

Que peuvent désormais dire et faire les forces israéliennes de gauche qui militent pour une paix fondée sur une reconnaissance réciproque des faits nationaux palestinien et israélien par une négociation avec l'OLP ? Le peuple palestinien ne va-t-il pas perdre en quelques jours le capital de sympathie qu'il s'était acquis dans le monde et à l'ONU grâce à une politique

diplomatique habile et courageuse ?

Militairement, le peuple palestinien, ses femmes et ses enfants des camps libanais ont tout à redouter du gouvernement Begin après cette tuerie. L'intervention massive de troupes israéliennes dans le Sud-Liban vient d'en apporter la preuve.

L'agence Wafa vient de qualifier l'action du commando d'acte « héroïque » montrant que « les révolutionnaires palestiniens sont capables de franchir tous les barrages sionistes pour atteindre leurs objectifs. »

A l'époque de Deir Yassine, certains ont cru pouvoir dire la même chose de Begin et de ces massacreurs de l'Irgoun. Ceux-ci étaient des activistes de droite, il ne faudrait pas que le Fath croit qu'il est possible de se passer de l'action des masses.

Nous qui n'avons cessé — et parfois bien seuls — d'apporter notre soutien à la lutte du peuple palestinien menée par son légitime représentant l'OLP, nous disons à nos camarades palestiniens que s'ils continuent dans cette voie ils ne feraient que renforcer leur isolement et porteraient eux-mêmes à la juste cause de leur peuple le coup le plus dur.

Jean JULLIEN ■

## LE SCANDALE DU PASSAGE BRADY

Le 18 février dernier, à 19 h, un incendie éclate dans le passage Brady découvert. C'est un samedi, les véhicules y sont moins nombreux qu'à l'ordinaire. Les pompiers sont gênés par un camion ; un autre, déplacé à grand peine, obstrue l'un des accès du passage. Néanmoins, ils arrivent à mettre en place la grande échelle. A 22 h le sinistre est maîtrisé, les habitants peuvent réintégrer les lieux.

La bataille électorale est engagée. Pour ceux qui lut-

tent contre ce qu'ils appellent « le scandale du passage Brady », ce fait divers qui pouvait dégénérer en catastrophe est une occasion inespérée de s'en sortir.

Depuis des années, nous luttons pour mettre un terme à une situation apparemment insoluble. Situé dans le X<sup>e</sup> arrondissement de Paris, à proximité des grands boulevards, le passage Brady découvert pour-

trer, le 9 mars dernier, devant la presse et des habitants du passage. Outre la méconnaissance du problème par certains, il faut noter l'argumentation de M. Marcus, député RPR sortant et conseiller de Paris : « Vous n'êtes pas majoritaires », nous disait-il. Parmi les locataires ? « Les locataires n'ont rien à dire, seuls décident les propriétaires ». Si nous l'avons bien compris, un seul propriétaire



rait être un îlot de calme, agrémenté de verdure. Sa perspective est unique avec ses maisons Louisphilipparides. Cependant, un cancer le ronge : la bagnole.

Des gosses grimpent sur les voitures, faute d'avoir des arbres et leurs poumons se remplissent d'air pollué. Les personnes âgées essayent difficilement de se frayer un chemin. Le bruit des manœuvres est insupportable. Les querelles et bagarres sont fréquentes. Les élus, l'administration, sollicités par des campagnes de pétition, lettres recommandées, s'en désintéressent : le passage Brady est, juridiquement, « privé ».

Les candidats, invités par les « Amis du passage Brady découvert » et le mouvement « Prenons la Parole » ont accepté de se rencon-

qui serait maître des lieux pourrait maintenir un état de choses non seulement inadmissible pour ceux qui y vivent mais encore périlleux pour la collectivité d'alentour (l'incendie récent l'a prouvé). La bataille que nous allons poursuivre nous dira si cet avis « autorisé » est partagé. En attendant, le « scandale du passage Brady découvert » nous rappelle que dans leur propre secteur d'habitation les individus doivent avoir leur mot à dire. C'est bien ce que nous tenterons d'obtenir.

Jacques ESSEL,  
Artisan, au 1, passage  
Brady (43, rue du  
Faubourg Saint-Martin),  
membre du mouvement  
« Prenons la parole »  
(même adresse) ■

PHOTOS : p. 2 : DR ; p. 6-7 : Manuel Joaquim ; p. 8 : Manuel Joaquim ; p. 9 : Manuel Joaquim ; p. 10-11 : DD ; p. 14 : DR ; p. 15-16 : Manuel Joaquim ; p. 17 : DR ; p. 20-21 : DR ; p. 22 : DR.

# TRIBUNE SOCIALISTE

## OFFRE VALABLE JUSQU'AU 30 AVRIL 1978

En 1978, vous ne pouvez plus ignorer **Tribune socialiste**. Voici pourquoi. Ceux qui nous connaissent le savent déjà : pour nous, qui avons un idéal politique, le socialisme se confond avec l'autogestion. Quelquefois, certaines personnes ignorent le mot mais connaissent sa signification. Pourtant, il suffit de regarder autour de soi. De plus en plus, chacun veut décider de sa vie. Vous aussi. C'est normal. C'est ça au fond l'autogestion. Et **Tribune socialiste** — en abrégé « TS » — est le seul hebdomadaire d'opinion qui se réclame de l'autogestion. C'est pourquoi nous pensons que **TS** vous intéresse. Alors abonnez-vous à Tribune socialiste \*.

\* Voir notre bulletin d'abonnement (page 4).

## NUMÉUR

### " Je l'aime, il m'aime, nos parents sont d'accord, que faire ? "

Cher ami,

Il ne faut surtout pas vous désespérer, je suis sûr que tout cela va finir par s'arranger et qu'un jour vous finirez par comprendre ce qui vous sépare vraiment et que l'amour qu'il vous porte a une limite qu'il vous appartient de découvrir. Quand vous saurez, ou bien vous aurez fini par vous habituer ou bien vous constaterez que la vie commune est décidément impossible. Mais, au moins, à ce moment, vous cesserez de poser des questions idiotes.

Il me faut quand même vous mettre en garde : ne le laissez pas, sous prétexte de lui faire plaisir, décider seul des programmes de cinéma car il prendrait vite de mauvaises habitudes. Coupez les poires en deux : gardez la responsabilité du cinéma et laissez-le s'occuper du théâtre.

Je comprends que l'absence de résistance de vos proches vous déroutent car je sens bien qu'en dépit de votre âge vous avez besoin de vous opposer pour vous affirmer, pour vivre même. Mais, acceptez le soutien de ceux qui vous sont proches et mettez-vous en situation de les laisser se mesurer à vous, cela changera.

Rappelez-vous aussi que l'amour est très proche de la haine et que le temps gâte vite les plus beaux sentiments : craignez donc les scènes de ménage qui ne manqueront pas de surgir lorsque vous serez seuls, en tête à tête. Peut-être que vous finirez par réussir dans la vie si vous cessez de vous chamailler : si vous vous aimez vraiment, comme vous le dites. Mais attention, ne vous réconciliez pas seulement pour faire plaisir à vos amis et à vos parents.

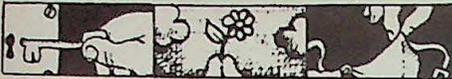
Que vous l'admettiez ou non, il faut vous faire une raison : votre amoureux a plus d'expérience que vous et il a connu, déjà, de nombreuses aventures. Certes vous n'êtes pas vierge, mais celui avec lequel vous venez de vous réconcilier n'en est pas à ses premières promesses, à ses premiers vœux de fidélité. Vérifiez, avant de vous abandonner, qu'il n'ait pas simplement cédé à l'affectueuse sollicitation de ses amis plutôt qu'à un grand sentiment. Interrogez-vous : la vie en rose qu'il vous propose est-elle l'avenir auquel vous aspirez ?

Si vous pouvez passer sur tous ces points, si vous avez des éléments sérieux pour trancher les problèmes que je soulève ainsi parce que je vous sens aussi perplexe que fantasque, vous pourrez vous-même répondre à la question posée : allez-y, mais mariez-vous à l'essai. Mais ne faites pas bénir cette union par l'église et relisez attentivement le sérieux contrat que vous ne manquerez pas de passer devant le notaire.

Et pour adopter des enfants, attendez un peu. Attendez notamment que votre chaperon, aussi encombrant qu'inutile quand vous aurez un peu plus confiance l'un dans l'autre, regagne tout naturellement sa famille. Ainsi écarté doucement, il avalera la pilule en douceur, il en a l'habitude.

Et si votre ami vous serre d'un peu trop près en vous disant : « je l'aime », dégagez-vous doucement en lui répondant : « moi non plus ». C'est un langage qu'il comprend bien.

Ménié VADROT ■



REPONSE A FRANÇOISE...

Rassure-toi, loin de moi l'intention de te raiter de « rétrograde, lampe à huile et fossile ».

Je crois que tu es optimiste en pensant que les thèmes favoris, nos thèmes favoris, sont les femmes et les homosexuels...

Pour toi ceux-ci sont des « déviants » (déviationnistes ?). Ma foi, si tu poses comme norme la mère de famille nombreuse et provinciale et son travailleur de mari...

Que les femmes en province préfèrent élever leurs gosses, ça ne m'étonne pas vu le nombre d'emplois à leur disposition et le type d'emplois quand ils existent...

Je dirai : « mieux vaut être mère de famille en province qu'OS femme et seule à Paris » et encore...

Bien sûr que c'est merveilleux d'élever des (ses) enfants (j'espère qu'ils trouvent tous ça merveilleux, faudrait aussi leur demander).

A vrai dire, nous, candidates du Front, ce n'est pas le Parlement que nous visons mais faire de notre quotidien un sujet politique, sans distinction de base ou de sommet, sans sommet en tous cas.

Le secteur Femmes, c'est un lieu de solidarité et de départ des luttes, un lieu de regroupement pour reconquérir tout le terrain. La cuisine c'est le lieu de pouvoir de la femme, son seul lieu, son refuge et son ghetto.

Dominique

PS : Je ne savais pas que les anars étaient « familialistes » à présent !

A TOUS MES CAMARADES

Combien sont-ils ceux qui, anonymes, ont adressé aux partis de gauche, aux rédactions des différents journaux, une lettre semblable où se lit l'espoir... et le désarroi.

Camarades, Ce 13 mars à 5 heures du matin, je m'adresse à vous ; je ne suis pas un leader, un responsable comme on dit ; je suis un militant, et depuis vingt ans j'espère.

Ce matin, je suis inquiet et désemparé pour les travailleurs et les travailleuses, pour ceux qui souffrent, qui ont faim, qui cherchent du travail, pour tous ceux qui sont exploités.

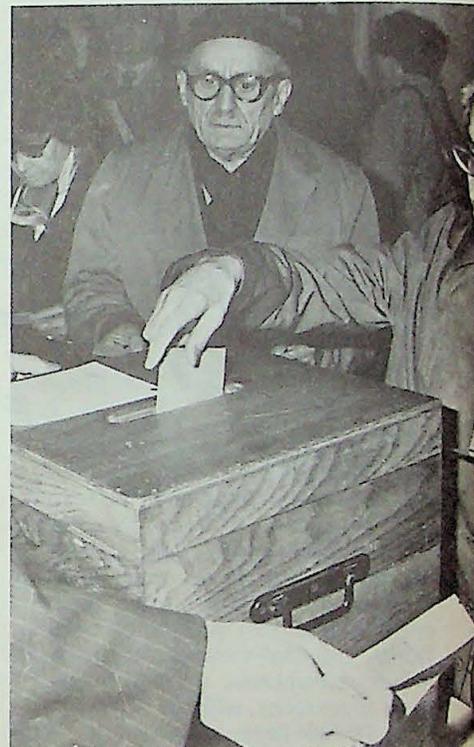
Alors camarades, mon appel est peut-être maladroit, mais je le dis comme

cela vient. Camarades, faites confiance aux travailleuses et aux travailleurs. L'urgent aujourd'hui, c'est de rassembler les travailleurs pour chasser la droite.

Camarades, du PC, du PS, de l'extrême gauche, de la CFDT, de la CGT et toutes autres organisations d'accord pour lutter ensemble, dans les heures qui viennent, dans les quartiers, dans les usines, les entreprises, dans les campagnes, il faut tout faire, TOUT pour mobiliser dans l'unité la plus large sans aucune exclusive, tous les travailleurs.

Mobiliser sous toutes les formes, avec force, camarades, faites vite, une nouvelle défaite serait terrible.

Pierre, militant syndicaliste.



bulletin d'abonnement

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. [ ] Mme [ ] Mlle [ ]
NOM..... Prénom.....
Adresse.....
Profession.....
Code postal..... Ville.....

S'abonne pour 1 an [ ] 6 mois [ ] (1)
Ci-joint un versement par chèque bancaire [ ] postal [ ] (1)
à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.
Tarifs : 1 an : 130 F ; 6 mois : 70 F ; soutien : 200 F

(1) Cocher la case correspondante.

Directeur politique : Jean-Marie Demaldent
Rédacteur en chef : José Sanchez
Rédacteurs en chef adjoints : Claude Deslhiat, René Lanarche
Où va la France ? : L. Goldberg, Y. Sparfel, Y. Craipeau, M. Etienne, V. Fay, G. Hercet, D. Lambert, V. Leduc, S. Lyllan, M. Mousel, J.-F. Thoraval, F. Turquan
Et pourtant elle tourne : A. Chataignier, J. Jullien, Ph. Marielie, B. Ravenel
Les Armes de la critique : G. Akoun, B. Blanc, F. Claire, E. Ertel, F. Gastellier, R. Lanarche, J.-F. Mathé, D. Nores, C.-M. Vadrot
Dessinateurs : Batellier, Cagnat, Desmoulins, Fénu, Mathé
Maquette et collaboration technique : Max Pagis
Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise Chailleux
Directeur de la publication : Geneviève Petiot
Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique » 9, rue Borromée, 75015 Paris
Rédaction : 566-45-64 et 566-45-37 poste 096
Administration et publicité : 566-45-37
Numéro de la commission paritaire : 50 392
Distribué par les N.M.P.P.
Composition, photogravure, impression : S.N.I.L., 3, rue de Nantes, 75019 Paris. Tél. 208-64-05
Changement d'adresse
Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres postes

- **Où va la France ?**  
Battre la droite  
par **J.-M. Demaldent** ..... p. 5
- Législatives : 1<sup>er</sup> tour  
Gauche : d'une courte tête  
par **F. Turquan** ..... p. 6-7
- Extrême gauche :  
une présence remarquée  
par **L. Goldberg** ..... p. 8



- Ecologistes : trop vite enterrés  
par **C.-M. Vadrot** ..... p. 9

- **Dossier**  
Coupe du monde de foot-ball  
L'Argentine sous la junte  
par **C. Joxe** ..... p. 10
- Témoignage :  
« Torturés sans savoir  
pourquoi » ..... p. 11

- **Social**  
Rhône-Poulenc : on brade d'une main,  
on achète de l'autre ..... p. 12
- Documentation française :  
Eux, ils osent  
par **P. Legrand** ..... p. 13

- **Forum de l'autogestion**  
Roubaix : contre les « courées en  
haut »  
par **Cl. Desliat et P. Garrigues** p. 14

- **Et pourtant elle tourne**  
Allemagne de l'Ouest :  
le nouvel ordre conservateur  
par **A. Chataignier** ..... p. 15

- Ethiopie :  
la revanche des va-nu-pieds  
de notre envoyé spécial  
**R. Lefort** ..... p. 17

- **Société**  
Chavez, apôtre de la non-violence :  
La Causa des « Mex »  
par **Cl. Desliat** ..... p. 18-19

- **Les armes de la critique**  
Policiers : l'arme à gauche...  
par **B. Blanc** ..... p. 20
- Disques : soyez coopératif .... p. 21
- Théâtre : la décadence russe  
par **F. Gastellier** ..... p. 22



- Cinéma : la France cocufiée ... p. 22
- Télé : les « show » électoraux  
par **Ph. Mariélie** ..... p. 23
- Expo : sacré sucre !  
par **F. Claire** ..... p. 24

# EDITORIAL

## BATTRE LA DROITE

Par Jean-Marie DEMALDENT



La droite est minoritaire dans le pays, ce que le suffrage universel avait déjà établi lors des cantonales et des municipales. Une fois encore les travailleurs ont exprimé leur refus de la politique d'austérité et de chômage qui leur fait payer les frais de la crise capitaliste. Les forces de gauche frôlent la majorité absolue sans l'atteindre. Rien n'est joué : la droite catégoriquement désavouée n'est pas encore battue ; le mode de scrutin injuste qu'elle s'est façonné peut lui permettre de l'emporter en sièges au second tour même si elle est minoritaire en voix.

Les polémiques entre les partis signataires du Programme commun n'ont pas permis que joue, dès le premier tour, une dynamique électorale reflétant l'aspiration unitaire qui reste celle des couches populaires. Ce fait confirme ce que nous avons toujours pensé : l'unité se construit par des débats fraternels entre les travailleurs et leurs organisations, à tous les niveaux, y compris dans les quartiers et les entreprises ; elle se construit à travers l'action commune contre le capital sur le terrain et non par des accords d'états-majors qui ne fondent pas leurs dimensions électorales et gouvernementales dans l'unité d'action quotidienne.

Les autogestionnaires, qui ont fait campagne pour une rupture anticapitaliste et qui ne se reconnaissent pas dans le Programme commun, sont favorables à tout ce qui permet de faire reculer les tentations social-démocrates. De 1972 à aujourd'hui, ils n'ont jamais tu leurs critiques à cet égard concernant la politique et la stratégie du Parti socialiste. Ils constatent que la politique des communistes d'unité au sommet autour d'un Programme commun immuable et sacré suivie de polémiques violentes et d'un chantage au désistement n'a pas permis de réduire les tentations social-démocrates tout en compromettant les chances de battre la droite. Rien n'est joué, mais la victoire est possible. Toutes les voix de toutes les forces de gauche et d'extrême gauche doivent se reporter au second tour sur le candidat placé en tête au premier tour, comme nous l'avons toujours dit. Il faut gagner à la gauche les voix écologistes qui n'ont rien à espérer de la droite.

Les partis signataires du Programme commun ont adopté une déclaration commune qui aurait pu les réunir depuis longtemps. Elle est silencieuse sur des points décisifs pour le socialisme autogestionnaire, en particulier sur le pouvoir des travailleurs, les problèmes du développement, le nucléaire civil et militaire, la militarisation de la société. Mais elle reprend les revendications les plus urgentes formulées par les travailleurs : SMIC, retraite, congés payés, allocations familiales, réduction de la durée du travail. Elle se prononce sur le désistement automatique au deuxième tour. Elle engage les partis à rechercher un accord sur les autres points après le 19 mars.

Sans les voix du Front autogestionnaire, des groupes d'extrême gauche et des écologistes, la gauche ne l'emportera pas. Le Front autogestionnaire mobilisera toutes ses forces pour convaincre cet électorat qu'il faut d'abord battre la droite en votant pour le candidat de gauche dimanche pour qu'une période s'ouvre où l'intervention directe des travailleurs permettra de concrétiser les aspirations écologiques, d'imposer les droits des femmes, le contrôle ouvrier et populaire et ainsi d'ouvrir le chemin du socialisme autogestionnaire.

Le Front autogestionnaire a rencontré les signataires du Programme commun qui se sont engagés à poursuivre ces contacts après le 19 mars. Cet élément est favorable à la recherche d'une nouvelle unité que nous voulons promouvoir en même temps que nous voulons construire une gauche différente. ■

## Législatives : 1<sup>er</sup> tour Gauche : d'une courte tête...

La gauche est majoritaire dans le pays.  
Mais le 19 mars, elle ne l'emportera  
— si elle l'emporte —, que de justesse.

**L**A « France politique » s'est réunifiée dimanche soir, en constatant que rien n'était joué après le premier tour. Constatation moins heureuse pour les uns que pour les autres. La gauche, que les sondages annonçaient comme nettement majoritaire, l'emporte certes sur la coalition conservatrice ; mais l'écart est moins prononcé que prévu. Le second tour sera très serré et il n'y aura pas en tout état de cause de raz de marée en faveur de l'un ou de l'autre camp. La prochaine majorité parlementaire sera courte.

On comprend donc que les leaders de la droite sortent du 1<sup>er</sup> tour battus mais contents. Il n'y a pas de divine surprise en leur faveur ; mais la surprise existe, même si tous n'ont pas de raisons de se réjouir.

Le rééquilibrage de la « majorité », tant souhaité par certains, n'est pas obtenu et les chances de le voir se réaliser dans un assez proche avenir, sont désormais réduites. Non que le RPR n'ait continué à subir les effets de l'érosion provoquée par la perte de la présidence de la République. Mais il parvient dans l'ensemble à maintenir ses positions. La nature de sa campagne, musclée et dépourvue des équivoques chères aux subtils prophètes du « *gouvernement au centre* », lui a permis de s'affirmer souvent comme le dernier rempart de la droite, sa planche de salut. Le mode de scrutin l'a particulièrement avantagé, en faisant jouer les positions acquises aux dépens de « parachutés » même brillants et bruyants comme la gracieuse Alice Saunié-Séité, renvoyée à ses chères études sans autre forme de procès, ou le fringant Bussereau, jeune vedette giscardienne. Il faut noter en règle générale que le système électoral continue à favoriser à droite les « personnalités locales » et que rares sont les candidats imposés par les états-majors qui ont pu aisément s'imposer face à des sortants obscurs mais laborieux. Hersant en sait quelque chose !

Dans la confédération de la droite modérée et des centres, les giscardiens

se taillent la part du lion, non sans que ses figures historiques, comme Ponia-towski ou Chirac ne soient menacées ; sans parler de Giscard, déjà battu. Grâce à Giscard et à ses fonctions, le PR bénéficie au premier chef de l'affaiblissement du vieux courant centriste, héritier de la double tradition démocrate-chrétienne et radicale. Ces progrès des « *hommes du Président* » ne suffisent pas à compenser la déconfiture de leurs partenaires. En cas de succès de la majorité sortante, la faction giscardienne ne pourra pas plus imposer sa politique à l'Assemblée qu'elle n'a pu le faire jusqu'à présent. Le RPR garde sa capacité de blocage.

Le centre de gravité de l'ensemble de la coalition conservatrice se situe toujours clairement à droite. Pour promouvoir une solution de rechange, de type centre-gauche, excluant RPR et PCF, Giscard ne peut plus compter désormais que sur un très improbable renversement d'alliances du MRG et du PS, renversement qui devrait être accepté, fait encore moins probable, par la quasi-totalité des députés socialistes. Jusqu'en 1974, la droite a toujours eu une « *armée de réserve* », un matelas de protection la garantissant de l'offensive de la gauche. En assimilant les centristes, de 1969 à 1974, elle a pu maintenir sa domination parlementaire et gouvernementale. Mais en contrepartie, elle se trouve aujourd'hui dans l'impossibilité de trouver des forces d'appoint sans provoquer une rupture dans ses propres rangs.

Si elle a obtenu au premier tour de meilleurs résultats qu'on ne le prévoyait généralement, la droite a fait dès le 12 mars, le plein de ses voix. Elle ne peut plus compter que sur la médiocrité des reports de voix au sein de la gauche pour gagner encore. Elle n'a plus que des espérances négatives...

**L**E 13 mars, la gauche a retrouvé son unité. Hormis quelques gauchistes sectaires, toutes les forces de gauche et d'extrême gauche se sont lancées dans l'action pour le désistement en faveur des candidats les mieux placés. Les partis

signataires du Programme commun ont signé un accord reprenant les grands axes de celui-ci, précisant les principes de la composition du gouvernement et de la discussion programmatique.

Cet accord, trop tardif, était indispensible. La rapidité avec laquelle il a été conclu a fait crier au replâtrage par la droite ; celle-ci en a dénoncé le flou sur les questions d'où sont nées les divisions de l'Union de la gauche. En fait, et quoi qu'ait pu dire le PCF jusqu'au soir du 12 mars, il ne pourrait y avoir de rediscussion complète du Programme entre les deux tours. C'est bien l'une des nombreuses et graves erreurs commises par le PCF, que d'avoir lié

## FRONT AUTOGESTIONNAIRE

Dès sa constitution, le Front autogestionnaire a inscrit son intervention dans la perspective de la victoire des forces populaires, indispensable pour empêcher la coalition conservatrice au pouvoir depuis vingt ans de poursuivre sa politique. Comme il s'y est engagé, il apporte tout son soutien aux candidats de la gauche arrivés en tête au premier tour.

Aujourd'hui, alors qu'après des mois de polémiques stériles, un accord est intervenu entre les signataires du Programme commun, la victoire de la gauche est possible. Mais elle n'est possible qu'avec le concours des suffrages du Front autogestionnaire, des autres formations de gauche non signataires du Programme commun, et des écologistes qui savent qu'ils ne peuvent rien attendre de la droite. Pour sa part, le Front autogestionnaire souhaite rencontrer les partis de gauche afin d'examiner avec eux les modalités de la campagne du second tour.

La déclaration adoptée par les signataires du Programme commun prend en compte de nombreuses revendications significatives formulées par les travailleurs. Le Front autogestionnaire en prend acte. Mais la déclaration reste silencieuse sur des points essentiels qui représentent un enjeu décisif pour le socialisme autogestionnaire : il en est ainsi en particulier des problèmes du pouvoir des travailleurs, de la croissance industrielle, du nucléaire civil et militaire, de la militarisation de la société.

Sur toutes ces questions, le débat doit pouvoir se poursuivre. Comme pour l'ensemble des objectifs à réaliser, leur solution dépend de la capacité des travailleurs à se mobiliser et à exercer leur contrôle. Mais, pour qu'un tel mouvement puisse s'engager, il faut d'abord battre la droite.

Tout doit donc être mis en œuvre pour assurer la victoire de la gauche le 19 mars.

l'accord sur le programme à celui sur le désistement, d'avoir subordonné l'application de la discipline de classe à ses intérêts particuliers.

Il ne fait pas de doute que la relative modestie du succès de la gauche au premier tour, qui lui laisse ses chances de succès mais n'élimine pas complètement celles de la droite, est en partie la conséquence de l'attitude adoptée depuis cinq mois par le PCF. De son attitude, et non de ses positions de fond : c'est-à-dire de la manière dont il a traduit publiquement celles-ci et de la tactique qu'il a adoptée.

Sans pour autant partager les conceptions du PCF, force est de constater que les questions qu'il soulevait, com-

PC-PS-MRG :

« Un accord tardif mais indispensable ».



me les nationalisations et les mesures sociales et économiques, étaient importantes et qu'il avait raison de le poser, par rapport au PS qui tentait de les éluder ou d'y apporter des réponses restrictives. Le débat public a permis l'approfondissement et l'élargissement de la réflexion à gauche, à travers notamment les contributions du PSU et celles de la CFDT. Mais la polémique à outrance, le fait que le PCF ait concentré ses attaques contre le PS, les formules sur la « mauvaise victoire », le chantage aux 25 %, les menaces sur le désistement n'ont certainement pas contribué à préserver la dynamique unitaire que l'alliance de 1972 avait créée quelles que soient les limites fondamentales et les graves insuffisances du Programme commun. Ce choix de moyens tactiques singulièrement pesant a pu faire croire à un changement de stratégie du PCF et a même laissé planer les doutes sur sa volonté d'assurer la victoire.

L n'a pas renforcé le PCF sur le plan électoral. Avec 20,5 %, le voici loin des 25 ou même 22 % qu'il fixait comme objectif et comme condition au « véritable changement ». Dans l'ensemble, on retrouve les grandes tendances de l'évolution de l'électorat communiste au cours de ces dernières années : tassement ou régression dans les bastions du PCF, progression dans les zo-

nes de plus faible ou récente implantation. Le PCF a mordu sur une partie de l'électorat populaire socialiste, dans le Nord - Pas-de-Calais notamment : dans ce sens, ses critiques ont porté. Par contre, il est probable que son image renouvelée de Parti de classe intransigeant l'a desservi dans sa tentative d'élargissement électoral au sein des classes moyennes et de la petite bourgeoisie.

Le Parti socialiste a connu une progression importante, mais moindre que ne le laissent croire les élections partielles passées et les sondages. Il a certes subi des attaques de tous côtés : cible privilégiée de Chirac et de Barre, il a en outre été constamment agressé par ses propres alliés. Ainsi pris entre deux feux, il a vu ainsi freinées à la fois sa reconquête de l'électorat ouvrier jadis perdu par la SFIO et sa progression dans le marais de feu le centrisme d'opposition. Ce dernier point est sans doute fondamental : bon nombre d'électeurs autrefois centristes, fortement anti-gaullistes et anti-communistes, penchent vers Giscard de par leur pente naturelle, mais poussés vers le PS par la situation économique et sociale, ont un comportement électoral à double face. Leur choix en faveur des socialistes ne résiste pas toujours à la dramatisation provoquée par des élections générales. Une partie de cette base électorale du centre-gauche a manqué au PS.

Le PS a payé le freinage de l'élan unitaire dont il avait largement bénéficié dans le passé. Il est devenu en

fait la première force électorale française, mais non « le » parti dominant qu'il pensait pouvoir être. Il n'a pas surmonté sa nature de rassemblement multiforme et hétérogène. Ses slaloms idéologiques l'ont desservi. Son désir simultané de rassurer le patronat et de s'affirmer comme Parti ouvrier s'est révélé impraticable. Sa volonté de limiter les réformes de structures et les mesures sociales attendues par les travailleurs lui a nui auprès de ceux-ci. Elle ne lui a pas permis pour autant de reprendre à la droite modérée une partie de ses électeurs.

Il reste à savoir si les séquelles des déchirements passés de la gauche vont peser sur les reports du second tour. Elles doivent être surmontées. Les querelles partisans sont désormais suspendues. Les intérêts partisans n'ont déjà que trop pesé, par rapport à l'impérieuse nécessité de battre la droite, de mettre fin à une politique dont la poursuite et l'aggravation, probables en cas de succès de la droite, seraient désastreuses pour l'ensemble des travailleurs. Première brèche dans l'édifice social et politique construit par la bourgeoisie, un succès électoral créera les conditions de l'intervention directe des travailleurs, de la satisfaction de leurs revendications les plus impérieuses, de la lutte pour imposer leurs aspirations les plus profondes. En partie divisées, les forces populaires ont remporté le premier tour. Unies, elles doivent triompher.

François TURQUAN ■

## VACANCES EN ALGÉRIE

Un hôtel de la côte algéroise qui n'est pas réservé aux touristes : les Algériens aussi partent en vacances !

Départs chaque semaine de Paris et de Lyon.  
Des prix... arvéliens !

\*

Et aussi Yougoslavie, Italie, Grèce,  
Autriche, Turquie,  
Asie du Sud-Est,  
Afrique Noire etc...

**PROGRAMME D'ÉTÉ sur demande**  
**ARVEL 12 A, Bd des Brotteaux**  
**69006 LYON - tél. (78) 52-56-48**



La coalition LCR-LCA-OCT :  
« L'absence de perspectives... »

## Extrême gauche : Une présence remarquable

Une légère progression...  
mais encore aujourd'hui  
l'extrême gauche  
paraît bien dévitalisée.

Percée électorale de l'extrême gauche ? On a pu le croire quelques heures, dimanche dernier, sur la foi des estimations diffusées par les chaînes de télévision. Mais les chiffres définitifs sont — là encore — moins exaltants que prévu : 3,3 % des voix, ce n'est pas mal certes, mais on ne peut guère parler de poussée pour 0,02 % de progression par rapport à 1973.

Stabilité remarquable ? Globalement c'est en effet le qualificatif qui convient. Et il n'est nullement négligeable de constater qu'en dépit de l'importance de l'enjeu et de l'extrême mobilisation des grandes forces politiques, l'extrême gauche conserve une aire d'influence, marginale et étroite (mais que pèsent le MRG ou les radicaux de JJ-SS ?) mais apparemment irréductible.

Si l'on y regarde de plus près, la stabilité est moins nette qu'il n'y paraît. Sur les 952 661 voix attribuées à l'extrême gauche, le Front autogestionnaire en recueille environ 360 000, soit environ 2,40 % des voix en moyenne dans les 260 circonscriptions où il était représenté. Ce chiffre est en régression par rapport aux résultats du PSU en 1973. En règle générale cependant, les candidats du Front autogestionnaire devancent ceux de Lutte ouvrière et des autres courants de l'extrême gau-

che dans les circonscriptions où ils étaient en concurrence.

Avec ses 471 candidats — 300 de plus qu'en 1973 —, et un luxe de moyens remarquable, Lutte ouvrière se taille la part du lion avec environ 500 000 voix, ce qui représente environ 1,7 % des voix (dans 471 circonscriptions). Mais dans la plupart des 171 circonscriptions où LO était déjà présent en 1973, on constate une sensible régression — de l'ordre de 0,6 point —, par rapport aux précédentes législatives.

Enfin les candidats des listes LCR-CCA-OCT ne recueillent que 93 000 voix, soit 0,9 % dans les 184 circonscriptions où ils étaient présents, et les maoïstes ne dépassent guère 0,5 % lorsqu'ils figurent dans la bataille.

Dans l'ensemble, c'est à une sensible érosion de l'influence de l'extrême gauche que l'on assiste, compensée par une « couverture » plus large des circonscriptions.

Quant aux « percées » réalisées lors des municipales, dont nous avons récemment noté la fragilité, il n'en reste plus grand chose. Toutes tendances confondues, l'extrême gauche obtient 3,63 % à Orléans (contre 12 % aux municipales, 2,63 % à Caen (contre 8,30 %) etc.

Certes, l'unité réalisée lors des municipales, dans un contexte de bataille bipolarisée à l'extrême, était sans doute plus favorable que l'éparpillement et la multiplicité inouïes de dimanche dernier. Mais une unité de façade n'a pas de vertu en soi.

La coalition LCR-CCA-OCT recueille le fruit légitime de la faiblesse de ses propositions politiques et de son absence de perspectives.

Quant à LO, il réussit certes à polariser un courant de « défiance » à l'égard de la gauche traditionnelle, mais sans lui offrir l'ombre d'un débouché.

Il est frappant de constater qu'à l'inverse, les écologistes et les féministes confirment une audience et une popularité beaucoup plus large.

Coupée des mouvements sociaux qui constituaient dans le passé son milieu naturel, incapable de peser réellement sur le terrain politique, l'extrême gauche paraît aujourd'hui singulièrement dévitalisée.

La démarche du Front autogestionnaire n'a sans doute pas donné aujourd'hui des résultats spectaculaires. Mais elle apparaît, à l'inverse, beaucoup plus prometteuse.

Léo GOLDBERG ■

Le numéro 103 de mars 78 (7F) vient de paraître

## NOTRE COMBAT

### Des chrétiens pour le socialisme

Un dossier réalisé par Denis Clerc et André Laudouze  
QUELLE CROISSANCE ? QUELLE SOCIÉTÉ ? QUEL SOCIALISME ?

1. L'envers du décor : les mensonges de la croissance/détruire pour produire par Denis Clerc/la rupture écologique par Yves Chavagne/les risques du nucléaire par Bernard Boudouresques .

2. D'autres voies : les révolutions de la faim par François de Ravignan/travailler pour quoi faire par ADRET/le socialisme, voie de passage obligée par Denis Clerc .

3. Positions : débat avec C.Triomphe/JEC/R.Chapuis/PS/V.Labeyrie/PCF/F.Holtz-Bonneau/"Ecologie"/D.Mollet/Fraternité Terre Nouvelle/F.D'Assise et/ou I. de Loyola : réflexion sur l'idéologie chrétienne et la transformation de la nature par E. Granger .

CE NUMÉRO DE NOTRE COMBAT EST EN VENTE EXCLUSIVE A ETC, 49  
RUE DU FBG POISSONNIÈRE 75009 PARIS/CCP 5023 99 PARIS . JOINDRE LE PAIEMENT . ABBONNEMENT 1 AN FRANCE 60 F .



Les éléments d'une lutte commune sont en place.

## Ecologistes : Trop vite enterrés

Il ne faut pas se fier au ministère de l'Intérieur : les écolos ont perdu du terrain mais sont encore très présents.

Il est incontestable que les candidats d'Ecologie 78 ont payé, au cours de ces élections, les magouilles qui ont marqué la désignation des candidats dans la région parisienne, la région Rhône-Alpes et dans le Sud-Est. Ils ont également dû payer leurs ambiguïtés, leur obstination à prétendre vivre en dehors de la politique tout en participant aux élections ; et de nombreux électeurs qui leur faisaient confiance n'ont pas apprécié leurs analyses sommaires et des « campagnes » où les explications et les discussions ont été trop souvent absentes. On ne peut pas indéfiniment et impunément participer à des élections en se contentant de mettre son nom sur une affiche et sur une profession de foi. Pas plus qu'il suffit d'invoquer le parrainage du Commandant Cousteau pour avoir un « programme » politique.

Ceci étant dit, il ne faut pas se fier aux résultats du ministère de l'Intérieur et aux statistiques globales qui paraissent ne mentionner les écologistes que pour mémoire. Ils ont certes perdu du terrain, parfois beaucoup de terrain, mais ils sont encore solidement présents. Les chiffres nationaux ne tiennent pas compte du fait qu'ils n'avaient des candidats que dans à peine 200 circonscriptions. Et enfin, si l'on prend en compte non seulement les écologistes « indépendants » ou patronnés par le Collectif Ecologie 78 mais aussi ceux qui ont fait cause commune avec le Front autogestionnaire, on doit atteindre près de 900 000 voix.

Si l'on ne s'en tient qu'aux seuls candidats bénéficiant du « label » officiel, on compte quand même à peu près 560 000 voix soit 300 000 de plus qu'aux élections municipales. Ce qui n'est pas négligeable. D'autant moins négligeable que lorsque l'on examine

les résultats circonscription par circonscription on se rend compte que dans de nombreux endroits les scores restent plus qu'honorables et feraient envie à pas mal de candidats du Front autogestionnaire : 61 candidats verts ont atteint ou dépassé la barre des 5 % et 14 se situent au-dessus de 7 %. Le record est détenu par un militant antinucléaire très actif de la Manche, Didier Anger, qui fait 12,8 % près de Flamanville. Succès qu'il partage avec Alexandre Boisin qui atteint 9,6 % dans la circonscription voisine.

Sur Paris on constate, par rapport aux municipales, une dégringolade sérieuse des candidats patronnés surtout par SOS-Environnement, à commencer par son responsable qui passe de 11,10 à 5 %. Par contre Brice Lalonde se maintient mieux en ne baissant que de 13,80 à 8,70 %. Ce dernier chiffre reste d'ailleurs supérieur de deux points à ce qu'il avait obtenu lors de sa candidature à l'élection législative partielle de novembre 1976. Globalement, sur Paris, le résultat des écologistes passe de 83 000 à 51 000 voix.

On note encore un véritable effondrement à Nice. Les manipulations et les ambitions politiques de l'équipe du Docteur Roubault récupéré par SOS-Environnement après avoir été éjecté par Ecologie 78 au cours de l'été dernier, ont fini par écœurer les écologistes les moins méfiants. Le score du toubib et de ses amis est passé de 14,30 à 5,35 %. Une belle « claque » qui devrait faire regretter à Philippe Lebreton d'avoir soutenu ce politicard jusqu'au dernier moment. Notamment lors d'une récente conversation téléphonique au cours de laquelle il a offert à ce « bon docteur » de signer rétroactivement la Charte d'Ecologie 78 pour contrer d'autres écologistes des Alpes-Maritimes. Lesquels avaient com-

mis l'infamie de se lier avec des adhérents du Front autogestionnaire.

D'autres bons résultats écologiques encore dans le Bas et le Haut-Rhin, des progrès dans la Drôme et à Toulouse, mais chute assez nette à Grenoble et aussi à Mulhouse. Chute encore à Lyon et dans toute la région Rhône-Alpes en dépit du bon résultat de Philippe Lebreton dans l'Ain avec plus de 8 % dans une circonscription qui n'était pas très facile. Dans la région parisienne, là où se présentaient, comme à Paris, des candidats de SOS-Environnement, la baisse est plus importante.

Il n'est pas très facile de faire une moyenne de ce recul mais il se situe souvent au niveau de la moitié des scores réalisés au printemps 77. Il faut ajouter que parfois la comparaison est malaisée ou artificielle en raison de la différence de découpage de l'électorat. D'autre part, les candidats écologiques étaient quand même largement plus nombreux qu'aux municipales et, dans les villes où ils se présentaient pour la première fois, ils ont parfois obtenu des résultats plus qu'honorables.

Que cela plaise ou non aux responsables du Collectif Ecologie 78 qui aura d'ailleurs cessé d'exister lundi prochain si l'on en croit ses responsables, de nombreux écologistes se sont posés la question de la droite et de la gauche, de nombreux écologistes lient leur choix écologique à une option socialiste et autogestionnaire. En laissant de côté les « *environnementalistes* » qui entretiennent l'illusion que l'on peut avancer vers une société écologique en faisant l'économie d'un bouleversement social, économique et politique. Une fois de plus, les égoïstes qui ne songent qu'à expédier des usines chez d'autres, à empêcher une autoroute de les ennuyer, ou à sauver quelques arbres de leurs paysages, vont se voir plus ou moins rejetés avec la droite qu'ils n'auraient jamais dû quitter.

Le deuxième tour devrait permettre à de nombreux écologistes de faire un choix essentiel : dans de nombreuses circonscriptions — notamment pour battre Poniatowski dans le Val d'Oise — la gauche aura besoin d'eux. Il en sera de même dans le 14<sup>e</sup> arrondissement de Paris : là, comme dans d'autres cas où le socialiste n'est pas trop mal placé, les écologistes feront ouvertement campagne pour la candidate du PS. Mais pour faciliter de telles « rencontres », peut-être faudrait-il que la gauche fasse un effort de clarification et de proposition qui aille au-delà du nouveau Programme commun minimum.

Il reste de cette campagne électorale chez les écologistes de toutes nuances que tous les éléments d'une lutte commune sont en place, maintenant que les uns et les autres se sont affirmés et ont prouvé qu'ils existent...

Claude-Marie VADROT ■



Scène de rue à Buenos-Aires :  
« l'Etat de siège ».

## L'Argentine sous la Junte

Le 24 mars, la dictature militaire de Videla aura deux ans. Depuis le " mercredi noir ", 8000 personnes ont été emprisonnées, 10000 assassinées, 15000 ont disparu. Le monde entier le sait. C'est pourtant en Argentine que doit se dérouler en juin prochain la Coupe mondiale de football : la Junte en profite pour se faire une immense propagande.

L'Argentine : pampa, tango, et grands espaces... Pourtant, au-delà des clichés, le passé du pays, sa situation politique et économique nous ramènent à une autre réalité : une histoire sociale marquée par la lutte des exploités, par l'apparition de grands mouvements de masse revendicatifs et, à leur manière, révolutionnaires, qui n'aboutirent à acquérir ni leur autonomie ni leur libération.

Jusqu'en 1929, l'économie argentine repose sur l'exportation, vers l'Angleterre surtout, de la viande et du blé. A partir de la crise des années 30 elle commence à s'industrialiser grâce à des capitaux étrangers. La deuxième guerre mondiale a permis à l'Argentine qui vendait viande et blé à l'Europe dévastée d'accumuler des capitaux qui vont favoriser le développement d'une industrie nationale.

Si Péron a pu, après 45, accentuer le rôle de l'Etat sur l'économie (chemins de fer, gaz, services de santé, etc.) en s'appuyant sur une bourgeoisie industrielle naissante qui devait accorder une certaine amélioration de niveau de vie aux travailleurs, ce ne fut plus le cas après les années 50. Après avoir obtenu des mesures sociales incontestables (congés payés, sécurité sociale, reconnaissance syndicale) les travailleurs argentins voient leur part du revenu national diminuer progressivement depuis lors : 53 % en 1949, 35 % en 1973, 25 % en 1976.

Quand le 24 mars 1976 les militaires renversent le régime d'Isabel Péron, ce n'est pas la première fois que l'armée vient en aide à la bourgeoisie pour mater la montée des luttes populaires. Mais, cette fois, cette intervention s'inscrit dans le nouveau modèle de dictature fasciste qui se perfectionne en Amérique Latine depuis le coup d'Etat chilien et se caractérise par une violence généralisée ; on peut parler quasiment de génocide.

Cette violence est physique : meurtres, enlèvements, tortures, emprisonnements ; idéologiques : retour aux valeurs d'ordre, famille, patrie, antisémitisme ; psychologique : climat d'extrême insécurité et de terreur ; économique et politique : paupérisation de vastes secteurs, élimination de toute liberté et de tout droit démocratique.

L'ensemble des mesures prises conduit à une restructuration des forces sociales : c'est la marginalisation de milliers de travailleurs industriels, l'abandon de la terre par les paysans, la prolétarianisation en masse de la petite bourgeoisie qui avait depuis des années conquis une place importante dans le système.

### L'intérêt des multinationales

L'économie argentine est aujourd'hui orientée presque exclusivement vers

les marchés extérieurs. Sous l'égide des entreprises multinationales, la Junte entreprend un processus rapide de dénationalisation des entreprises. Martinez de Hoz, disciple de Friedman, comme les « Chicago boys » de Santiago, est chargé de mettre en place un plan économique qui fera de l'Argentine un pays rentable pour le capital étranger. Les mesures sont connues : libéralisation complète du marché, suppression du contrôle des prix, démantèlement des services publics (santé, école, etc.) privatisation du pétrole. L'industrie nationale ne supporte pas la concurrence étrangère et de nombreuses industries, notamment textiles et alimentaires, sont obligées de fermer. Face à l'augmentation des prix et à l'inflation galopante qui atteint, en mai 1976, 777 % pour diminuer en 1977 à 200 %, les salaires sont bloqués et des milliers de travailleurs sont en chômage. Depuis le coup d'Etat, pour ceux qui ont un emploi, le pouvoir d'achat a diminué de 50 %.

### Démantèlement des syndicats et résistance populaire

La Junte militaire ne s'est pas seulement affrontée aux groupes armés : elle a attaqué frontalement les syndicats ouvriers et les ligues agraires. Le droit d'association et de grève ont été suspendus. Des leaders syndicaux, des cadres intermédiaires et des militants de base ont été enlevés, emprisonnés, assassinés. En fait, c'est l'Etat de Siège : plus de liberté d'expression ; la justice est dans les mains des Forces armées, qui imposent leurs tribunaux et jugent sans possibilité de défense. Les paysans des provinces qui avaient connu une forte mobilisation sont regroupés dans des « zones stratégiques » surveillées par l'armée. Malgré l'ordre qui règne, les 15000 disparus, les 10000 assassinats, les 8000 emprisonnés et les centaines d'exilés, le mouvement populaire n'a pas perdu toute possibilité d'action.

Les luttes sociales n'ont jamais cessé. Durant le deuxième semestre de 76 et le début de cette année, des grèves ont eu lieu dans les secteurs clés de l'économie (transport, verrerie, métallurgie, banques, services publics) paralysant ainsi l'activité économique du pays. Le mécontentement et les revendications se manifestent dans les différentes couches de la population et prennent des formes variées : occupations d'usines, ralentissement de la production (les rendements dans certains secteurs ont baissé entre 30 et 80 %), actions de sabotage, actions armées, manifestations des femmes etc.

Ces luttes ont permis de faire apparaître des conflits au sein même de la bourgeoisie et des Forces armées. Le ministre du Plan en désaccord avec Martinez de Hoz a démissionné ; les espoirs de certains civils et d'une par

tie de l'armée pour trouver une base sociale au régime s'effritent ; l'organisation patronale de Buenos-Aires parle de « panorama économique désastreux ».

### Redorer son image par le foot

Dans ce contexte, l'utilisation que Videla cherche à faire de la coupe du monde de football est évidente. La Bursan Marsteller, agence publicitaire américaine, conseille ainsi la Junte : « à cette occasion, il faut donner un sentiment de confiance dans l'Argentine... donner une image de stabilité de la nation, du gouvernement et de l'économie... » Tous les moyens matériels et policiers sont mis en place dans ce but : l'opinion internationale est détournée de la terreur militaire et la Junte compte en juin prochain détourner la ferveur populaire pour le foot à son profit.

La campagne de boycott de l'organisation du « Mondial » par l'Argentine vise à contrecarrer les objectifs des gorilles ; elle doit servir à alerter les travailleurs français, l'ensemble des démocrates sur l'utilisation du sport par la Junte. Elle doit aussi mobiliser l'opinion française contre la politique de soutien du gouvernement Giscard aux régimes fascistes en Amérique Latine comme en Afrique.

Cécilia JOXE ■

## "TORTURÉS SANS SAVOIR POURQUOI..."

Michel Guilbart est resté quatorze mois en prison en Argentine. Il témoigne sur les sévices, les détentions illégales, les camps de concentration. Dix-huit autres Français sont encore prisonniers ou disparus.

### T.S. : Quand et pourquoi es-tu parti en Argentine ?

M.G. : En 1965, j'avais 23 ans et j'étais permanent du Mouvement Chrétien des Jeunes Ruraux en France. C'est le Mouvement International de la jeunesse Agricole et Rurale Chrétienne qui m'a demandé de partir pour contribuer à l'organisation du mouvement en Argentine. Les grands propriétaires et les évêques argentins souhaitaient voir se développer chez eux un mouvement semblable à la J.A.C. (Jeunesse Agricole Chrétienne).

Ils pensaient de cette façon organiser à leurs côtés les moyens et petits paysans, avant qu'ils ne s'organisent eux-mêmes de façon autonome. L'exemple de Castro faisait peur ; les Etats-Unis avaient lancé le programme de « l'Alliance pour le progrès » pour amener quelques réformes et mesures sociales destinées à satisfaire certaines revendications des masses paysannes et à stopper la montée des luttes populaires.

En fait, les événements n'ont pas répondu à l'attente des grands propriétaires. Les paysans commençaient à s'organiser ; de mon côté, j'ai organisé des stages de formation destinés à faire prendre conscience aux petits propriétaires et aux ouvriers agricoles de la spécificité de leur exploitation. La prise de conscience devenait de plus en plus grande et elle a permis la création des ligues agraires, sorte de syndicats de petits agriculteurs. Il s'en est créé dans tout le nord de l'Argentine.

Ces ligues se sont opposées aux expulsions de fermiers et des métayers. Elles se mobilisaient pour obtenir des prix plus élevés à la production. En 1972, il y a eu la grande grève du thé. A l'initiative des ligues, des coopératives de consommateurs ont été organisées, elles mettaient à la disposition des paysans les produits de première nécessité à des meilleurs prix. Avant, le petit propriétaire avait recours à l'épicier, sorte de mandataire des grands propriétaires ou des sociétés, qui achetait aux paysans leurs récoltes à très bas prix et leur vendait très cher tous les produits dont ils avaient besoin... Le 24 mars, 1976, c'est le coup d'Etat et trois jours plus tard, tous les paysans actifs sont mis sous les verrous. Ma femme Lilianne et moi, nous sommes arrêtés.

### T.S. : Comment s'est passé votre emprisonnement, puis votre libération ?

M.G. : En prison, nous avons rencontré beaucoup de camarades qui avaient été terriblement torturés. Deux garçons l'avaient été pendant trois mois de suite. Le secrétaire des ligues agraires a été supplicié jusqu'à la mort, on lui a arraché les yeux et coupé les mains ; un instituteur est mort brûlé avec de l'acide. Dans la province de Misiones, les agriculteurs et les ouvriers agricoles ont été arrêtés en masse ; on leur reprochait d'avoir fait grève ; d'autres n'avaient même pas de chef d'accusation, ils étaient torturés sans savoir pourquoi. Dans la prison des femmes, Lilianne, qui a été libérée au bout de quelques jours, a vu les sévices sexuels que l'on commettait sur des jeunes filles et même des fillettes. Après sa libération, elle a multiplié les démarches et grâce à la solidarité internationale, au bout de 14 mois, j'ai été libéré.

### T.S. : Quelles sont, à ton avis, les conséquences de cette poli-

### tique de terreur à la campagne ?

M.G. : Les grands propriétaires sont les bénéficiaires. C'est un retour à 40 ans en arrière, époque à laquelle l'économie argentine reposait uniquement sur la viande de bœuf et le blé. Aujourd'hui, les grands propriétaires achètent des milliers d'hectares, s'emparent des terres que des paysans sont obligés d'abandonner. Les firmes multinationales rachètent les entreprises nationales qui font faillite ; elles profitent de la situation déjà confortable qu'elles avaient. Je voudrais rappeler l'importance de la SEITA, entreprise française, qui, installée en Argentine depuis longtemps, domine la presque totalité du marché du tabac. La SEITA achète à des prix de misère le produit, elle détermine elle-même le prix grâce à sa place sur le marché mondial.

La Junte et les grands propriétaires développent une politique d'immigration de main-d'œuvre étrangère pour éviter justement toute organisation paysanne. Par ailleurs, des agences immobilières argentines ont financé une campagne de publicité dans les journaux agricoles français, pour inciter les agriculteurs français à acheter des fermes là-bas. Pour les riches agriculteurs, c'est un moyen de mettre leurs fonds à l'abri... ■

## Les sociétés françaises en Argentine

Les intérêts français sont importants en Argentine. On y trouve les firmes suivantes :

- Métallurgie : Péchiney-Ugine-Kuhlmann, Renault, Citroën, Jaeger, Arthur-Martin, Compagnie des Compteurs, CGE, Thomson CSF, Alstom, Sotam SA, Société Nouvelle de Roulements, Honeywell Bull, Cibié Projecteurs.
- Chimie : Air liquide, Pechiney-Ugine-Kuhlmann, Carbone-Lorraine, Ceca, Roussel-Uclaf, Pricel.
- Pharmacie : Rhône-Poulenc, Roussel-Uclaf, Mérieux.
- Parfumerie : L'Oréal.
- Encre d'imprimerie : Lorilleux-Lefranc.
- Verre : BSN, Gervais-Danone.
- Textile : Rhône-Poulenc, Lepoutre et Cie, Vandersdriessche et fils, Dollfus Mieg et Cie, Pricel.
- Construction - Travaux publics : Saint-Gobain Pont-à-Mousson, Languedocienne-Forenc, Degremont.
- Agriculture-alimentation : Quihues, Cusenier, Pricel, Louis Dreyfus et Cie, Dubonnet, Otard, UFAC, SEITA.
- Navigation : Gazocéan.
- Banques : Société Générale, Banque Worms, Compagnie Financière de Suez.
- Assurances : AGF, UAP, Abeille et Paix. ■

## Rhône-Poulenc : On brade d'une main, on achète de l'autre...

Fermetures d'usines, reconversions, licenciements : la firme "aurait" des difficultés financières. Ça ne l'empêche pas de faire ailleurs de bonnes affaires.

La société Rhône-Poulenc fait parler d'elle ; plus sans doute qu'elle ne le voudrait. Elle a allégué de graves déficits pour fermer certaines de ses usines ou vendre des secteurs d'activité comme la fabrication des panneaux Isorel. Ailleurs, elle veut réduire les horaires de travail, comme à La Voulte en Ardèche ; elle prévoit des reconversions et des licenciements dans son usine textile de Colmar que les ouvriers occupent depuis le 2 mars et dont le directeur vient de démissionner.

Bien qu'en situation financière « difficile », Rhône-Poulenc a trouvé les fonds nécessaires pour effectuer un gros achat à l'étranger... En effet, *l'International Herald Tribune* du 10 mars 1978 a publié en page 10 un pavé publicitaire de la Banque Lazard Frères & Cie qui annonce que Rhône-Poulenc a acquis 1 625 700 actions ordinaires de la firme de produits pharmaceutiques Morton-Norwich Products, Inc., opération datée du 3 mars 1978. En argot de banquier américain, on appelle ce genre de pavé une « pierre tombale » (*tombstone*) : en l'occurrence, s'agit-il de la disparition de Rhône-Poulenc qu'on prépare ? Toujours est-il qu'on aimerait savoir le prix de cession de ces actions ; où la trésorerie de Rhône-Poulenc, apparemment si gênée, a bien pu trouver cette somme rondelette, et s'il lui reste encore des fonds.

Dans ce pavé publicitaire, la Banque Lazard Frères & Cie prévient qu'elle a servi de conseiller financier au cours de cette transaction. Contrairement à ce que laisserait croire sa raison sociale cette banque est de droit américain. Fondée par des Louisianais, les frères Lazard, elle possède des succursales en Europe, mais son siège social se trouve à New York, à Rockefeller Plaza, près de la Chase Manhattan Bank présidée par David Rockefeller. Son président André Meyer est un Français naturalisé Américain.

Le journaliste américain Anthony Sampson, aujourd'hui éditorialiste de *Newsweek* et de *l'International Herald Tribune*, qui donne des détails dans son livre *The Sovereign State of ITT*

paru en 1973, ajoute que cette banque est spécialisée dans les fusions. De plus, à cette époque, André Meyer recevait des coups de téléphone de clients illustres : le président Pompidou, la famille Kennedy, Gianni Agnelli, de Fiat. On se trouve entre gens influents !

Voilà qui éclaire singulièrement la transaction Rhône-Poulenc : s'agit-il d'une fuite de capitaux déguisée à la veille des élections françaises, avant des nationalisations éventuelles ? s'agit-il d'une opération qui intervient comme une étape dans une stratégie de con-

centration capitaliste mondiale et de restructuration internationale de l'industrie pharmaceutique ? Les deux interprétations ne sont pas forcément contradictoires.

Le gouvernement français laisse faire sans broncher. Sans doute au nom des grands principes de la libre entreprise, mais en contradiction avec sa politique claironnée de lutte contre le chômage, car, à terme, cette fuite de capitaux va aboutir à aggraver la crise de l'emploi. Il ne peut prétendre ignorer cette transaction, même au plus haut niveau ; d'autant moins qu'il connaît certains dirigeants de la Banque Lazard Frères & Cie. En 1975, Michael C. Jensen publiait un livre aux Etats-Unis, livre consacré aux scandales financiers américains récents, entre autres la faillite frauduleuse de la *Pennsylvania Rail-roads* organisée à leur profit par ses dirigeants. Or dans ce livre intitulé *The Financiers*, on apprend p. 22 que figure dans la liste des financiers au courant des secrets bancaires et des opérations fructueuses, un des associés (*partners*) de la Banque Lazard Frères, le comte Guy de Brantès, le frère de Mme Anne-Aymone Giscard d'Estaing, née de Brantès, donc le propre beau-frère du président de la République ! Tout commentaire paraît superflu pour éclairer davantage la politique d'« indépendance nationale » que disent mener nos actuels dirigeants. ■

## T. H. P. Les standardistes ne répondent plus.

Un appel toutes les dix secondes pour  
1.490 F par mois : ras - le - bol !

A cause des élections, on avait un peu tendance à oublier qu'un grand nombre de travailleurs sont toujours en lutte pour une amélioration de leurs conditions de travail, l'augmentation de leurs bas salaires, ou la sauvegarde de leurs emplois. Les 30 standardistes de THP (Télé Hôtesse Prestation) en grève depuis le 2 février font partie de ceux-là. Elles sont trente femmes qui refusent de se laisser exploiter encore plus longtemps. Employées par une société de prestations, elles sont louées à des gestionnaires d'immeubles commerciaux. Elles gagnent 1 490 F par mois pour 5 h de travail normal (elles reçoivent un appel toutes les 10 secondes en moyenne). Leurs deux revendications les plus importantes sont d'abord le rattrapage du pouvoir d'achat perdu en 1977 (aucune augmentation de salaire ne leur fut accordée) ; ensuite, le maintien et la garantie de l'em-

ploi, le personnel fixe étant remplacé peu à peu par des vacataires.

La direction est très bien organisée. Les grévistes furent remplacés par des stagiaires, des vacataires et des cadres de l'entreprise. La société se déclarant déficitaire depuis deux ans, les travailleuses de THP essayent de faire reconnaître, sur un plan juridique, que THP étant une sous-traitante de la société-mère CERIT, le tout forme une unité économique et sociale. C'est le seul moyen de lutte leur permettant d'aboutir qui leur reste ; aussi, ne se faisant pas d'illusions sur la rapidité de l'appareil judiciaire, elles savent que le conflit sera encore long.

Pour leur permettre de tenir, tout soutien (principalement financier) leur est indispensable. ■

● Adresse des locaux occupés par les employées : 15, rue Ferdinand-Fabre, 75015 - Paris.

## Documentation française :

### EUX, ils osent...

Les "agents sur contrat" : personnel sans statut, sans garantie d'emploi... Entre les deux tours, ils n'ont pas hésité à entamer la lutte.

Une soixantaine de gars et filles qui, le 14 mars, se pointent en délégation à Matignon pour présenter à Raymond Barre leurs revendications. Qui gueulent des slogans à la barbe et aux képis des guérites-men de service. Qui narguent les quelques centaines de flics soudain surgis du pavé pour juguler ces dangereux trublions. Qui se propulsent rue de Babylone pour dire quatre mots à un certain Bismuth, contrôleur financier de son état. Qui improvisent un « sit-in » sauvage au carrefour des rues de Bourgogne, et de Babylone dans le 7<sup>e</sup> arrondissement si distingué de Paris.

Ils sont « agents sur contrat » à la Documentation française, direction du Secrétariat général du gouvernement, service du Premier ministre. Une maison assez comme il faut : éditeur du gouvernement et des administrations ; centre de documentation (bibliothèque, dossiers, bases de données informatisées, phototèque...) très prisé des étudiants, enseignants, journalistes en sciences politiques, sociales et économiques ; maître d'ouvrages assez austères (*Cahiers français, Notes et Etudes documentaires, Problèmes économiques, Regards sur l'actualité...*).

Une maison aussi où il ne fait pas trop mauvais vivre, malgré la modeste générale des salaires, quand on a la chance d'être affecté quai Voltaire, au siège parisien. Où l'on est moins heureux si l'on est à « Auber » (Aubervilliers) dans les services « manuels » et « techniques » (emballage, gestion informatisée des abonnements, fichiers...) ou même quai Voltaire en tant qu'auxiliaire : « agent sur contrat », « contractuel » ou « collaborateur extérieur ».

Parmi les plus mal lotis de ces personnels : les agents sur contrat. 50 agents quai Voltaire sur les 250 employés, 130 à Aubervilliers, soit 97 % du personnel de ce service. Echappant au cadre de la Fonction publique, sans statut, ils sont affectés à des tâches techniques qui ne correspondent pas au profil des concours administratifs : magasiniers, offsetistes,

employés de comptabilité, massicots... Dépourvus de toute garantie d'emploi (ces agents « sur contrat » ne signent pas de contrat), ils sont payés sur des postes budgétaires c'est-à-dire rémunérés sur un chapitre soumis aux aléas financiers de la Maison. Leur grille de salaires compte douze ou treize groupes dont chacun est lui-même divisé en 7 ou 8 échelons selon une hiérarchisation sophistiquée des travaux qui assurent aux agents de fulgurantes carrières. Si l'on en croit le bulletin syndical CFDT, en novembre 1976, un manutentionnaire recruté au 1<sup>er</sup> échelon du 1<sup>er</sup> groupe empochaît 1.882 F par mois ; il accédait, 16 ans plus tard, au 7<sup>e</sup> échelon de ce même groupe et gagnait... 1.945 F par mois (soit un gain de 63 F en 16 ans !) ; à la même date un salarié du groupe V passait en 21 ans de 2.026 F à 2.430 F (soit 404 F de différence).

Du moins, jusqu'alors, les « sauts de groupes » étaient-ils sinon de droit, du moins possibles. M. Bismuth s'en est offusqué : désormais on crapahutera échelon par échelon, groupe après groupe, sans aucun saut précipité !

Du moins avait-on aussi l'espoir qu'une nouvelle grille de qualifications, plus favorable aux agents, prendrait en compte la transformation concrète des tâches après l'automatisation et l'informatisation des services d'Auber, régulariserait les situations aberrantes (il n'est pas rare qu'à qualifications et responsabilités semblables les agents se trouvent dans des groupes très différents), mettrait de l'ordre dans les critères d'affectation à chacun des groupes, assurerait le reclassement des cas individuels les plus choquants. Mais la direction de la DF n'applique même pas la nouvelle grille qu'elle a, il y a quelques mois, elle-même élaborée et proposée aux syndicats !

#### Se serrer les coudes

Alors le mécontentement s'est accumulé. L'affaire des heures supplémentaires — accordées à certains, refusées à d'autres —, celle de la « prime de rendement » jouant en fait le rôle d'un faux « 13<sup>e</sup> mois », celle des retards de majorations de salaires par rapport à l'évolution du coût de la vie ont ajouté à l'amertume générale. Et l'incertitude qui continue à peser sur les prochains résultats électoraux a pu jouer quand on attendait beaucoup d'un succès électoral à la gauche : on a pleuré, quai Voltaire, chez les agents sur contrat, lors de la rupture de l'Union de la gauche, en septembre ; et l'échec de l'Union au « sommet » a curieusement rapproché à la base des syndicats — CGT, CHDT, autonome — qui jusque-là se faisaient plutôt la gueule : non que les divergences aient disparu ; mais peut-être comprend-on

mieux, au moins instinctivement, qu'on a tout à gagner à se serrer les coudes.

Quoi qu'il en soit, ils ont osé, un 14 mars 1978, entre les deux tours, ne pas respecter la sage circonspection que semblait recommander la période. « *Ceux qui vivent sont ceux qui luttent* », écrivait Victor Hugo. Ceux qui gagnent aussi.

Patrick LEGRAND ■

### AU SOLEIL DE L'AN 2000

La remise en cause de l'électronucléaire ne pourra se faire qu'à partir d'un large débat démocratique. Ainsi, l'ensemble de la population pourra prendre connaissance, d'une part, de tous les éléments définissant le pourquoi, le comment et le danger d'une société utilisant l'énergie nucléaire ; d'autre part, des autres possibilités qui existent. Cette remise en cause du nucléaire s'accompagne en toute logique de la condamnation même du système qui l'a engendré et conduit à définir un autre mode de développement. Le dernier numéro de l'Union fédérale des consommateurs *Que choisir ?* (1) apporte une base supplémentaire de réflexion précise et concise sur ce problème.

Démontant les arguments avancés par les pouvoirs publics pour justifier l'électronucléaire (inexistence d'une corrélation simple entre niveau de vie et consommation d'énergie, inexactitude du concept d'indépendance nationale en ce domaine, non réalité des coûts retenus, infirmation de la fiabilité et de la sûreté des installations nucléaires), ce dossier dénonce également, preuves à l'appui, les servitudes de l'électricité. Toutefois son originalité réside en la recherche quantitative des énergies réellement nécessaires dans le cadre de nouvelles habitudes de vie, moins gaspilleuses. Cette partie de l'étude, qui montre que l'on peut faire plus et mieux avec moins, aborde point par point les éléments de l'activité économique : ménage, industrie, transports, services, agriculture. Elle aboutit à une perspective de consommation totale de plus de moitié inférieure aux prévisions officielles (184 au lieu de 327 millions de tonnes équivalent pétrole).

Rejetant la société du plutonium, ce dossier, pour trouver les moyens de subvenir aux besoins envisagés, présente les techniques relatives au solaire (la photovoltaïque, les cellules solaires, les centrales solaires) ou à la géothermie si elles peuvent, dans un mode de développement capitaliste, faire l'objet d'une politique centralisatrice, ces techniques restent toutefois enclins à un mode de développement autogestionnaire.

Cette perspective présentée par *Que choisir ?* dessine, à l'appui d'exemples clairs empruntés à la réalité, une autre politique de l'énergie et de la consommation que celle dans laquelle nous sommes actuellement engagés. C'est un dossier important qui par les nombreux éléments de réflexion qu'il apporte, contribue à la lutte contre le « tout nucléaire ».

Pascal CHARBOT ■

(1) Spécial Energie - *Que choisir ?* « Au soleil de l'an 2000 : peut-on stopper le nucléaire ? » par Michel Bosquet. Union Fédérale des Consommateurs, 7, rue Léonce-Reynaud, 75781, 10 F.

## Roubaix : contre les "courées en haut"

La "rénovation des vieux quartiers", à l'Alma-Gare, on veut bien. A condition de rester sur place et de participer vraiment à l'aménagement de son cadre de vie.

L'Alma-Gare à Roubaix ? C'est un quartier populaire. Habitat pauvre, ras-du-sol, briques et suie, promiscuité, pauvreté, solidarité : construites au siècle dernier autour de l'entrepôt ou de l'usine, perpendiculairement au front de rue, les « courées » c'est l'enfer, mais « les autres » sont ce par quoi et pour qui on est, malgré tout, content d'y vivre.

Et quand, dans les années 70, les rumeurs de rénovation se confirment, les habitants de l'Alma-Gare se méfient. D'abord, ils ne sont pas chauds pour les « courées en haut », ces bâtiments, ces barres d'un urbanisme qu'on dit moderne mais qui tue la vie de voisinage. Ensuite, ils savent ce qu'il en est des opérations de rénovation : rue des Longues Haies, îlot Edouard Anselme, on rénove depuis 1957. Bulldozer et déportations : pas un seul des habitants de ces vieux quartiers n'a été relogé sur place. A l'Alma-Gare, on ne se laissera pas faire !

### Tradition de luttes, volonté de contrôle

Car on se sent fort de l'expérience acquise depuis dix ans : les premières actions sur le logement, ici, remontent aux années 60. Un moteur : les militants de l'Association populaire familiale (devenue depuis Confédération syndicale du cadre de vie). Un objectif : droit au logement pour tous, selon ses besoins. Action pour obtenir des réparations dans un ensemble d'habitations en 1967, manif de mal-logés en 1969, bagarres pour l'application de la loi de 1948 bloquant les loyers des logements anciens : on a l'habitude de se battre collectivement.

La rénovation, on veut bien. Mais au profit des habitants : maintien sur place et participation à la conception du nouveau quartier sont les deux mots d'ordre. Et puisqu'on veut contrôler, on s'organise dans un atelier populaire d'urbanisme (APU). Réunions chaque mercredi soir : Français, Maghrébins, Portugais, Turcs, jeunes, moins jeunes, à la sortie du boulot on se rencontre pour régler les pro-

blèmes de la vie quotidienne (réparations, relogement), parler projets d'aménagement, faire le point sur les actions en cours.

### De la défensive à l'offensive

Les actions ? Les premières arrachent le principe du relogement « en rue » des habitants des courées et des garnis, le murage des maisons vides où le pillage et l'insécurité sont la règle, la cessation des coupures d'eau, l'embauche de deux ouvriers d'entretien par la Communauté urbaine. C'est qu'il s'agit, d'abord, de stopper la dégradation du quartier — condition préalable au maintien sur place — et d'enrayer l'exode de la population (l'Alma-Gare comptait 5 000 habitants en 1962 ; il n'y en a plus que 2 600 aujourd'hui).

Mais ces actions, spectaculaires souvent, restent par trop défensives. Il faut aller plus loin, opposer aux projets des aménageurs et des décideurs (la Société d'aménagement et d'équipe-

ment du Nord, l'Organisme pour la suppression des courées en métropole Nord, la municipalité), des contre-propositions conformes aux vœux des habitants.

L'APU, depuis cinq ans, peaufine un projet de réhabilitation-rénovation du quartier. On sait bien ce qu'on refuse : les foyers-logements ségrégatifs pour les vieux, les cages-à-lapins... On sait bien aussi ce qu'on veut : modeler l'habitat en prenant en compte les besoins réels des uns et des autres — enfants, personnes âgées, immigrés ; préserver aussi les relations de voisinage, ce qui veut dire équipements collectifs et voies piétonnières. Mais si on a des idées, on manque de « métier ». Comment transcrire sur le papier, en dessins, en plans, en textes juridiques, les aspirations collectives ? L'APU cherche des techniciens capables de mettre en forme, de traduire les volontés de la population.

Novembre 1976 : l'Atelier obtient enfin ce qu'il réclame — un collectif de techniciens, architectes, urbanistes, sociologues, choisis par les habitants et regroupés dans l'ABAC. Ils obtiennent du Plan Construction (ministère de l'Équipement) la signature d'un contrat leur permettant de travailler sur le terrain. Événement inédit en France : pour la première fois, tous les habitants peuvent participer à la conception de leur quartier. Des groupes de travail sont constitués, des « fiches de santé » des maisons établies rue par rue, un schéma d'aménagement du futur quartier élaboré.

### Elus contre l'autogestion

Mais la municipalité est réticente : que des techniciens aident l'APU, soit. Que ces mêmes techniciens pensent et agissent avec la population, non. Les élus socialistes et communistes de Roubaix sont favorables à la participation des habitants... à condition de contrôler le point de départ et l'aboutissement des projets. Bref, la fonction politique de l'ABAC, qui remet en cause les circuits, procédures, modes de décision, modes de relations traditionnels entre spécialistes et usagers, est contestée. A l'automne 1977, la situation apparaît bloquée. La population entame une grève de la concertation. Les négociations reprennent. Doucement. Mais la mobilisation continue : week-end de fête, de travail et d'échange début février à l'initiative des syndicats CSCV du Nord (300 délégués sont venus de Lyon, Rennes, Fougères, Besançon, Mulhouse, Le Havre, Bruxelles) ; nouvelle manifestation d'envergure en perspective... A l'Alma-Gare, on sait qu'on se battra encore longtemps. Le temps qu'il faudra pour gagner.

Claude DESLHIAT  
Pierre GARRIGUES ■



## Allemagne de l'Ouest : Le nouvel ordre conservateur

Paradoxe actuel du " modèle allemand " :  
le gouvernement social-démocrate n'a jamais été  
plus influent à l'extérieur — en Italie, au Portugal,  
en France, ... à l'intérieur, il semble au bout du rouleau.

Un étrange sentiment gagne l'observateur de la situation en RFA. Au moment où sa monnaie renforce sa domination sur le marché international des devises, au moment où le gouvernement Schmidt recueille les dividendes de sa fidélité envers les USA et voit consacrer son rôle privilégié dans le leadership ouest-européen, au moment enfin où dans le contexte de la crise internationale, la RFA apparaît comme un îlot de prospérité et de stabilité politique... on ne peut que constater un accroissement très sérieux des contradictions internes de toute nature.

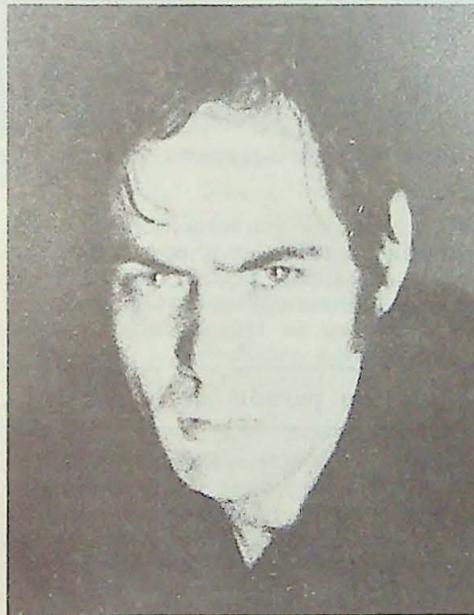
Sur le plan politique, le chancelier fédéral, après Mogadiscio, avait réussi à imposer l'image d'un homme de poigne, défenseur de l'ordre démocratique. Quelques mois plus tard, son gouvernement semble affaibli par une série de scandales policiers qui sont autant de *mini Watergate*. Il est vrai qu'il est bien tard au SPD pour critiquer « l'autonomisation » des services de renseignements, alors que depuis plus de cinq ans, le gouvernement social-démocrate a sans cesse renforcé leur autorité, leurs moyens et fait d'eux les remparts de la liberté. Dans ces conditions, comment s'étonner aujourd'hui des bavures !

Mais l'affaiblissement actuel de l'autorité du gouvernement Schmidt traduit un autre type de carence. L'offensive de la droite allemande (CDU-CSU) rencontre un accueil favorable dans bien des milieux, et pas seulement dans la haute bourgeoisie industrielle et financière, car elle s'appuie sur des bases idéologiques enfin sécurisantes pour une large partie de la population.

### A la recherche d'une âme

En effet la droite allemande véhicule le projet d'un « nouvel ordre » autoritaire qui s'appuie sur la réhabilitation du passé nazi. Elle incarne cette recherche d'une nouvelle identité nécessaire pour justifier idéologiquement les « sacrifices » imposés au plan des libertés individuelles et collectives. Le fétichisme de l'Etat, le perfectionne-

ment des techniques répressives ne peuvent à eux seuls garantir l'intégration sociale. Ils peuvent consolider un consensus social mais il y manque une âme, une « *weltanschauung* ». Or le néo-conservatisme actuel représente une



Andreas Baader :  
un « ennemi intérieur » qui sert bien.

idéologie en cohérence avec l'héritage historique du peuple allemand. Face à lui, la social-démocratie n'a pas de projet mobilisateur. Elle ne parle plus depuis longtemps de socialisme — l'image de la RDA joue par ailleurs un rôle répulsif considérable —, et c'est pourquoi elle en est réduite à une stratégie défensive de la variante réformiste de l'ordre libéral.

Le néo-conservatisme gagne sans cesse du terrain. L'affaire Kappler est à cet égard particulièrement significative. Certains en France ne se sont attachés qu'à l'épopée romanesque ; et de rire sur le dos des douaniers italiens ! Mais de nombreux Allemands (y compris des socio-démocrates) ont exprimé leur joie ouvertement. On ne la gardait plus secrète : le temps de la « mauvaise conscience » est passé. Il faut voir là une réussite certaine de l'offensive idéologique du néo-con-

servatisme. Réintégrons les valeurs de la bourgeoisie allemande car elles sont justes et bonnes ! Écartons Hitler qui n'a été qu'un accident ! Or ces valeurs morales sont la soumission, l'obéissance, le sens du devoir, la référence au principe d'autorité. Il est aujourd'hui possible de les exalter à nouveau en RFA. A condition de ne pas commettre de maladresses ! La droite a connu un épisode malheureux mais très significatif avec le scandale du général Rudel, commandant de la force aérienne. Celui-ci avait « réhabilité » Goering, l'as de l'aviation, le héros-type... Il avait simplement « omis » que Goering était aussi le ministre de la Défense de Hitler.

### Tous des « Ugly German »

Incapable de contrecarrer le développement de l'esprit néo-conservateur, le gouvernement Schmidt a voulu montrer qu'il pouvait lui aussi incarner une aspiration à l'ordre. Pour se dédouaner, il critique toute référence au passé nazi — d'où sa fermeté dans l'affaire Rudel même si cela a créé des remous dans la Luftwaffe —, mais cela permet de justifier l'étouffement des libertés et l'« ordre autoritaire » qui s'est installé en RFA. Sans parler de fascisation ou de néo-fascisme, on ne peut que s'inquiéter devant l'absence quasi totale de réactions du gouvernement devant la multiplication des agissements d'organisations d'extrême droite se référant explicitement au nazisme.

C'est dans ce contexte que la RAF (Fraction Armée Rouge) s'est laissée prendre au piège sans issue de l'affrontement militaire avec l'appareil d'Etat. Le néo-conservatisme avait besoin d'un « ennemi intérieur » ; il lui faut aussi un « ennemi extérieur » : on le connaît : c'est le communisme (les images en sont multiples : la RDA mais aussi le PCI, le PCF, etc.). Plus grave, on assiste à une riposte qui désigne les étrangers comme ennemis : tous ceux qui ont critiqué, notamment en France, la répression en RFA. Une brochure d'éducation civique distribuée actuellement dans le secondaire est illustrée par une photo montrant de beaux bébés allemands tout blonds et frisés avec comme légende : « *Nous sommes des ugly german* » (formule anglaise synonyme de « sales boches »). Ainsi donc on cultive très vite le sentiment d'être accusé injustement, d'être la victime expiatoire des campagnes de dénigrement menées de l'étranger...

### Une gauche « introuvable » ?

L'absence d'alternative idéologique de la social-démocratie laisse donc le champ libre à la droite néo-conservatrice qui s'emploie à promouvoir les

bases d'une nouvelle « identité sociale »... Et le gouvernement social-démocrate fournit l'arme du renforcement de l'appareil répressif de l'Etat afin de s'y adapter !

Alors, d'où peut venir la riposte ? Il est de bon ton de parler d'une gauche « introuvable ». Il est vrai qu'elle n'a pas d'expression organisationnelle de masse ; mais elle existe, même minoritaire, même atomisée, même parfois réduite à des comportements infrapolitiques assez spontanés (« *spon-tres* »). Elle est la voix qui proteste quand on tord le cou aux libertés. Etouffée dans le climat de terreur policière qui a régné en RFA lors de l'affaire Schleyer et du détournement de Mogadiscio, elle refait surface. Comme si on entraînait dans une période nouvelle. Des faits récents ?

● *Le rassemblement « Tunix » à Berlin* et la réunion de Hanovre. Les vingt-cinq mille « autonomes », dans l'immense majorité allemands, qui se sont rassemblés ne signifiaient pas seulement que de Bologne à Berlin il existe dans la jeunesse européenne une « *Internationale de l'autonomie* ». Ils signifiaient également que l'opposition ouverte aux autorités était à nouveau possible... Les *spon-tres* sont sortis de leurs tanières, de leurs communautés... Un symbole. L'extrême gauche anti-autoritaire n'a pas disparu dans la tourmente. Un second fait a été capital dans le rassemblement de Tunix : la réflexion autocritique concernant la stratégie d'affrontement avec l'Etat. Cette réflexion rejoint l'autocritique déjà menée par les prisonniers survivants du « *noyau dur* » de la RAF emprisonnés à Moabit. La violence n'est plus la stratégie centrale d'affrontement contre l'Etat autoritaire ; même si tout recours à des actes violents n'est pas exclu. C'est toute une conception de l'intervention politique de la couche spontanéiste qui cherche à se redéfinir en tirant les leçons de l'isolement de la RAF dans la population. Est-on entré dans la période post-Baader ?

● *Second indice : la réunion à Hanovre* de six cents professeurs venus soutenir P. Bruckner, suspendu pour avoir signé la brochure *Mescalero* (diffusée à la suite de la mort du procureur Bubach) et avoir été le seul à ne pas s'être renié. Cette solidarité bien plus grande que ne l'espérait les organisateurs de la rencontre est symbolique : la couche intellectuelle allemande relève la tête : humiliée par les reniements imposés, elle retrouve sa dignité et ouvre la voie à une attitude plus offensive.

Il n'est que de voir le nombre croissant de professeurs qui appuient l'initiative du Tribunal Russel (même s'ils sont victimes de pressions les incitant à retirer leur signature) dans lequel le Sozialistische Büro, qui représente assez bien cette couche sociale, a investi toutes ses forces. D'ailleurs, la publication récente d'un rapport de l'Office de protection de la Constitution



Le gouvernement Schmidt : justifier l'étouffement des libertés.

montre que le gouvernement Schmidt va utiliser tous les moyens d'intimidation possibles pour disqualifier le tribunal Russel, à défaut de pouvoir en empêcher la tenue.

### Nuages au paradis de la cogestion

Enfin au plan économique et social, les tensions internes s'accroissent. Le poids social et psychologique du chômage est immense : il ravive tous les fantasmes liés aux phénomènes de l'entre-deux guerres. Or la social-démocratie n'a pas réussi à venir à bout du chômage. A ce premier problème s'ajoute celui de la dégradation du pouvoir d'achat : les négociations salariales ne se passent plus dans un climat parfait de paix sociale : le paradis de la cogestion s'en trouve de ce fait quelque peu terni. La grève des dockers et surtout le camouflet imposé à l'appareil syndical montre que les travailleurs ne font plus, sur ce plan, confiance à un gouvernement affaibli par les scandales. Ils préfèrent utiliser des moyens d'action directe. Le dernier congrès de l'IG Metall (Fédération de la métallurgie) avait été un signe avant-coureur que de nombreux membres du DGB (la confédération Deutscher Gewerkschafts Bund) prenaient conscience des impasses du syndicalisme de collaboration de classe.

D'ailleurs, dans certaines branches comme l'imprimerie, l'électronique, les structures syndicales de base mènent une guérilla permanente contre la dégradation des conditions de travail. Là

non plus le SPD ne propose aucune politique. La crise amène le patronat allemand à accélérer la rationalisation du processus d'organisation du travail. L'appareil syndical, trop intégré à l'appareil d'Etat, trop englué dans la cogestion de l'économie ne peut retrouver d'un coup une vocation revendicative et une stratégie anticapitaliste ; mais des brèches s'ouvrent dans l'édifice...

Curieux paradoxe ! Jamais le gouvernement Schmidt n'a paru aussi influent à l'extérieur, jamais non plus il n'a semblé aussi usé, au bout de son rouleau, à l'intérieur — quels que soient les rajeunissements issus de remaniements ministériels récents. Il joue un rôle-clé pour empêcher l'arrivée aux affaires du PCI en Italie, il épaula le gouvernement Soares dans des alliances avec la bourgeoisie ex-salazariste, il a mis deux fers au feu en France. Comment interpréter la visite de Schmidt à Giscard dans la période pré-électorale ? Mais sait-on ce que signifie la visite de Brandt à Mitterrand ? Le PS se trouve bien récompensé de la rupture avec le PC : ne parle-t-on pas officiellement d'un prêt « *kolossal* » consenti par une importante banque contrôlée par le DGB ? Comme à Lisbonne où s'est installé un gouvernement PS-CDS, le SPD ne verrait-il pas d'un bon œil la constitution d'un gouvernement PS-Giscardien ? Décidément, à Bonn on a sa propre conception de la « *ligne Soares* ». Peut-être est-ce aussi cela, le « *modèle allemand* » ?

Alain CHATAIGNIER ■



Paysans éthiopiens au travail :  
« Une revanche sur le jacobinisme d'Addis-Abeba »

## Ethiopie La revanche des va-nu-pieds

Tandis qu'à Addis-Abeba règne la " terreur rouge ", les campagnes, de manière autonome, s'organisent.

De notre envoyé spécial en Ethiopie

« Une cravate sur un corps nu. »

Cette boutade caricature l'illusion que peut procurer un regard furtif sur Addis-Abeba — larges avenues et buildings — en comparaison de la misère de la campagne éthiopienne. Mais la vérité est presque aussi forte. Il suffit de sortir des faubourgs de la capitale pour être plongé dans un monde d'hommes et de choses qui dessine à grands traits l'illustration de nos livres d'histoire du Moyen-Age.

Il est difficile d'imaginer que, voici quatre ans seulement, un régime ait pu soumettre sa paysannerie à un statut aussi rétrograde. Au sens propre du terme, le paysan éthiopien était taillable et corvéable à merci. A quelque régime foncier qu'il fut soumis ( il était fort divers selon les régions ), à quelque nationalité qu'il appartint ( les Amharas dirigeaient, les marches de l'Empire étaient colonisées ), le paysan était volé de 50 à 75 % de sa récolte par la caste dominante qui les lui extorquait sous forme de taxes, d'impôts et de fermage. Il fallait y ajouter les jours de travail obligatoire pour le seigneur local, le clergé, l'empereur ; sans compter l'enrôlement obligatoire — et discrétionnaire — et l'entretien des armées en campagne. Immuable, cet ordre féodal et colonial se perpétuait au fil des siècles. Dans ces conditions, le plus surprenant est qu'il se soit si brutalement effondré et que la « révolution culturelle » vécue par le monde rural ait été si profonde.

Traditionnellement, les périodes de succession, ouvertes par la chute de l'empereur, s'accompagnaient d'une jacquerie dans les campagnes : chaque

potentat local faisait jouer toute sa puissance dans la course au trône. Après la déposition du Négus (septembre 1974), l'Ethiopie n'échappera pas à cette règle. Mais commencé sous une forme traditionnelle, ce soulèvement finira par arracher les campagnes à leur Moyen-Age. Deux facteurs peuvent l'expliquer. D'abord, le rôle strictement parasitaire des propriétaires fonciers qui ne réinjectaient pas dans les campagnes un centime de la fortune qu'ils en tiraient. A preuve : l'élimination de ceux-ci n'a fait en rien reculer le niveau de la production agricole. D'autre part, la volonté des autorités centrales de sortir les campagnes de leur arriération culturelle et économique. Au mois de décembre 1974, cinquante mille étudiants partent dans les campagnes, prêcher la bonne parole humaniste.

Quelle que soit l'incommunabilité séculaire entre ces deux mondes, la « Zematcha » ouvrira aux paysans leur chemin de Damas. Quatre mois plus tard, le DERG (gouvernement militaire provisoire) proclame la première réforme agraire, la plus radicale qu'une révolution ait jamais promulguée. Les gros propriétaires commencent à chercher refuge dans les villes, certains sont même massacrés par leurs anciens métayers. Mais il faudra attendre la fin de l'année 1975 pour que le monde paysan obtienne les institutions qui lui permettront de s'auto-organiser. Aussi apparaissent les Associations de paysans.

Le paysan éthiopien était la lie de la terre. Au travers de son association, il devient omnipotent. De fait, il ne reconnaît que l'autorité du Comité de

direction qu'il a élu. Et cette autorité est incontestable : on ne connaît pas un seul cas où, pendant la dernière année, les autorités centrales ou leurs représentants locaux aient pu imposer une décision dont les Associations de paysans ne voulaient pas. Celles-ci élisent aussi leurs juges, souverains en matière foncière et, théoriquement, pour des délits mineurs. En fait personne n'aurait les moyens de s'opposer à un verdict rendu par un tribunal paysan. Elles font leur police, avec leurs milices. Elles commencent à installer leurs propres services sociaux : écoles, centres de santé..., mais aussi leurs propres outils de production et de commercialisation : moulins, coopérative de service, magasins de stockage. La campagne éthiopienne a donc éclaté en une multitude d'unités qui, sur des entités locales respectant les divisions administratives traditionnelles et sur la base d'un système d'entraide déjà très développé pendant l'ancien régime, matérialisent un communalisme rural largement fondé sur l'autonomie arrachée au pouvoir central. C'est, et les paysans ne craignent pas de le dire, « la revanche des campagnes sur les villes ».

La voie dans laquelle s'est engagé le monde rural — 90 % de la population éthiopienne —, amène à poser deux questions dont la réponse sera déterminante pour l'avenir de la Révolution.

● L'objectif affirmé est de créer une agriculture socialiste. La réforme agraire, en donnant au paysan un droit de culture sur une terre qui ne peut excéder dix hectares, a simplement réduit la paysannerie à ceux qui effectivement travaillent la terre : il n'a pas supprimé en son sein des inégalités pourtant très marquées. Or la marche vers l'égalité est toujours le vecteur le plus agissant au sein du monde paysan. Elle débouche sur une redistribution effective des terres en lots à peu près égaux, donc souvent très réduits. L'aboutissement de ce processus — une agriculture parcellisée — bloque-t-il ou favorise-t-il, en l'absence de toute intervention politique ou économique du pouvoir central accaparé par ses querelles intestines et la « défense de la mère-patrie », la passage à une agriculture socialiste ?

● Les paysans ne semblent concevoir le développement des campagnes que dans le champ clos de chacune de leur communauté — ou, au mieux, d'un groupe de communautés voisines — et au profit exclusif de chacune d'elle : c'est à ce double tirte qu'on a pu parler de l'émergence d'un corporatisme rural. Le vainqueur des affrontements d'Addis-Abeba pourra-t-il imaginer une forme d'Etat conciliant la volonté d'autonomie, d'auto-administration, d'auto-développement du monde paysan avec les tendances jacobines qui s'affirment de plus en plus ouvertement dans la capitale éthiopienne ?

René LEFORT ■

## Chavez, apôtre de la non-violence : La Causa des "Mex"

La lutte des ouvriers agricoles californiens, regroupés autour d'un Mexicain aux allures d'anti-héros.

Un roman policier bien ficelé, ça comporte toujours un héros valeureux, une juste cause, des adversaires coriaces, un zeste de philosophie pour faire valoir la noblesse des premiers et la noirceur des autres. Et, bien sûr, et avant tout, de l'action et même de l'action directe. Du rythme, des péripéties, des coups de théâtre, des coups durs pour le héros, des coups fourrés pour la cause, des coups de barre qui renversent la situation, des coups d'éclat...

Eh bien, *César Chavez*, de J.-M. Muller et J. Kalman (1), c'est un roman policier avec tout ça et un peu plus.

### Colombo matiné de Gandhi

Le héros ? C'est César Chavez, *Little Cesar* pour les intimes. Huit enfants. 1,67 m. Une bouille d'Indien aux yeux tristes. « Relax » et concentré. Energique et serein. Un tantinet « curé illuminé » aussi : la pauvreté comme un apostolat ; la même suspecte avidité pour les grèves de la faim que, pour le whisky, ses collègues en romans policiers ; un chouïa messianique en politique... Mais ce Colombo matiné de Jésus-Christ et de Gandhi garde, dans ses élans mystiques, les pieds sur terre. Sur terre c'est-à-dire, très littéralement, sur la terre des *campesinos* et des *braceros*, celle des OS de l'agriculture, des culs-terreux qui crapahutent, dos courbé, sur les fraisiers, les melons, les laitues, les rosiers et les vignes des riches vallées californiennes.

Car la cause — *La Causa* — que défend Chavez, c'est celle des 300 000 ouvriers agricoles qui, à force de sueur et de privations, ont fait de la Californie le paradis hollywoodien que l'on sait : la terre des orchidées pour Miss Blandish, des ponts d'or à Frisco, des plus beaux fruizélégumes d'Amérique, des meilleurs vins des States. Les bouseux qui se coltinent les durs travaux des champs sont fils de Chinois, de Philippins, de Japonais, des petites fermiers blancs chassés d'Arkansas et d'Oklahoma par la

Grande Déprime de 29, de Mexicains établis aux Etats-Unis surtout. Ces derniers — les Chicanos dont est Chavez — revendiquent le double héritage culturel de leurs ancêtres hispano-indiens et de leurs compatriotes d'adoption et regardent d'un sale œil les copains immigrés clandestins qui viennent, sur les terres où ils sont employés, chiper leur emploi, briser les grèves et casser leurs salaires.

Ensemble, ils constituent tous un peuple serf attaché non pas à la glèbe mais au rythme des récoltes. Ils vadrouillent, avec les vendanges et les cueillettes, du Nord au Sud de la Californie, louant leurs bras de journaliers corvéables à merci pour un salaire de famine, un logement de fortune, un emploi fugace. Leurs mêmes triment plus souvent aux champs qu'ils n'étudient à l'école. La mortalité, dans leurs rangs, est supérieure de 36 % à la moyenne nationale. Leur longévité n'excède pas... 49 ans !

Anesthésiés par la misère et l'incertitude du lendemain, brimés pour leur teint cuivré, humiliés par les mythes racistes qui les dépeignent comme imprévoyants, joueurs, buveurs et fainéants, exclus du droit syndical reconnu aux ouvriers de l'industrie et du commerce, ils n'ont effectivement rien à perdre que leurs chaînes et tout à conquérir.

### Nababs du raisin et de la salade

C'est à Chavez qu'il appartiendra de les réveiller, de les organiser, de leur apprendre à se battre pour gagner. En usant d'armes efficaces : la grève (*la huelga*) et ses lignes avancées, les « piquets », dont les mérites sont lyriquement chantés à travers tout le livre ; le sit-in, le boycott et les marches contestataires de la tradition militante américaine ; les élections sur le tas et la négociation-affrontement où s'affirme l'évolution du rapport de forces entre prolos et proprios. Toutes armes qui atteignent l'adversaire au cœur en s'en prenant à son portefeuille et à son autorité.

Les adversaires ? Ils sont propriétaires terriens : magnats du raisin et de la salade surtout. Leur ascension illustre et résume l'« *american way* » de la promotion sociale et les effets d'une concentration capitaliste que Marx déjà jugeait « *exemplaire* » : 7 % d'entre eux détiennent 80 % des terres cultivées de Californie. Campés dans les ranchs anglo-saxons d'une *agribusiness* acoquinée aux trusts de l'industrie et du commerce, ils ont, après des débuts souvent ingrats, franchi tous les échelons de la réussite individuelle. Durs en affaires, âpres au profit, les nouveaux seigneurs célèbrent volontiers les palpables mérites d'une démocratie libérale et individualiste qui s'écrit avec un « D » comme « dollar ». Ils croient par ailleurs fermement que le pouvoir est au bout du fusil (celui des policiers ou des milices privées qu'ils paient pour maintenir « l'ordre » dans leurs champs), ou au bout des pots-de-vin qui achètent les consciences : celle du juge, du shériff, du pasteur, du curé, du sénateur, du député...

### Aigle vole

L'action — l'histoire —, que racontent Muller et Kalman, c'est donc celle des ouvriers agricoles rassemblés, organisés et unifiés autour de Chavez contre ces propriétaires fonciers et leurs acolytes, les pouvoirs établis. Un combat méthodique et patient commencé, dans les années 60, dans les roseraies Mc Farland, les vignobles de la Coachella Valley et les *barrios* (faubourgs) du comté de Tulare, poursuivi, autour de Salinas, dans le *salad bowl* (saladier) des Etats-Unis, élargi bientôt au-delà des frontières de la Californie : l'aigle aztèque noir sur fond rouge que se sont donnés pour emblème les *Chavistas*, l'aigle « *anar* » et symbolique (rouge pour le sang, noir pour la mort) remporte des victoires en Floride, bloque les chaînes de super-marchés jusqu'à Boston, New York, Chicago, saute la frontière canadienne, traverse l'Atlantique pour aller paralyser les docks de Londres et de Stockholm où l'on débarque le « *raisin non syndiqué* » américain... Et Chavez rêve, dans une étape ultérieure, de porter l'action jusqu'aux Philippines, à la Malaisie, à l'Asie, à l'Amérique latine.

Objectifs ? Permettre partout la construction de syndicats d'ouvriers agricoles. Des syndicats assez forts pour arracher des contrats stables aux propriétaires terriens et faire évoluer les législations locales en faveur de la lutte des *campesinos* ; assez autonomes et démocratiques pour être non seulement des organismes de défense économique, de conquête so-

ciale et d'affirmation culturelle, mais des lieux de pouvoir — nous dirions : de contrôle et d'autogestion —, où s'affirmerait la capacité des ouvriers agricoles à « prendre leur vie en main » ; assez liés au mouvement ouvrier et aux luttes des minorités opprimées pour être un maillon fort dans une révolution plus radicale, capable de changer les structures économiques, politiques, idéologiques d'un système dont les Etats-Unis ne sont, sur le globe, que le plus solide bastion.

### Marxisme ou « consensus » ?

Car ce policier planétaire et endiablé est aussi et d'abord une œuvre militante. Ses leçons, certes, ne sont pas toutes directement transposables chez nous : la lutte des *Chavistas* s'inscrit dans un contexte géographique, économique, institutionnel et culturel spécifiquement américain. Surtout, la tradition marxiste du mouvement ouvrier français a de toutes autres implications que les références « consensuelles » du syndicalisme américain.

Certes, le syndicat de Chavez évite largement les perversions de ses homologues de l'industrie yankee (illusions économistes, tentations interclassistes, corruption, bureaucratisme aigu, banditisme pur et simple dans certains cas...). Il n'en reste pas moins marqué d'ambiguïtés surprenantes — d'ailleurs contestées par l'aile gauche du mouvement ouvrier américain et relevées par les auteurs de l'ouvrage. Ainsi le voit-on faire campagne pour le Parti démocrate ou endosser des traditions religieuses qu'expliquent certes et le milieu dans lequel agissent les *Chavistas* et le rôle que jouent les Eglises aux Etats-Unis ; mais la Vierge de Guadalupe en tête de la marche politique sur Sacramento a de quoi surprendre ! Comme à de quoi déconcerter la coloration mystique toute personnelle que Chavez donne à certaines de ses démarches.

### La non-violence : un faux débat ?

Surtout, l'idéal de non-violence sur lequel s'appuie le combat des *Chavistas* incite au débat dès lors qu'il a pour fin dernière la réconciliation des adversaires. Utopie chrétienne ? Négation réformiste d'antagonismes de classes irréductibles ? Naïveté ? A moins qu'il ne s'agisse, assez largement, d'un faux-débat : la grève, les piquets, le boycott ne sont-ils pas des formes pacifiques de violence, adaptées aux circonstances, au moment de la lutte, à un rapport de forces donné ? La signification politique de la non-violence des *Chavistas* apparaît mieux alors : effort pour moraliser les pratiques d'un mouvement syndical assez porté, aux Etats-Unis, sur les méthodes musclées ; volonté

d'éviter les explosions aventuristes et impuissantes qui ont marqué notamment le Mouvement noir américain ; instrument efficace enfin de popularisation de luttes sociales et politiques que les violences inutiles ne peuvent qu'isoler.

Plus solides sans doute sont les arguments qui font valoir que la violence qui renverse les pouvoirs établis s'est constamment avérée incapable historiquement, d'organiser durablement l'état de paix sur des bases authentiquement socialistes. Mais est-il certain que la violence soit, ici, en cause, et non pas plutôt certaine conception avant-gardiste du rôle des organisations révolutionnaires ou certaine vision stalinienne du socialisme, auxquelles les nouvelles notions de contrôle et d'autogestion espèrent apporter réponse ?

Reste qu'en termes de pratique de masse, le livre de Jean-Marie Muller et Jean Kalman est pour nous riche d'enseignements pertinents. Trois au moins nous semblent importants :

### Les vertus cardinales de la « praxis »

● La priorité accordée non pas à l'action pour l'action (l'activisme est inconnu des *Chavistas*) mais à la praxis. Ancrant les progrès de la réflexion dans les avancées du mouvement et la dynamique de l'action dans les gains de conscience collective, collant à la réalité du milieu sans s'enfermer dans le corporatisme, refusant la rhétorique et le schématisme des slogans, choisissant ses cibles et ses moyens, programmant ses objectifs, sachant la valeur des victoires partielles et de la patience, Chavez et ses troupes mettent l'accent sur l'organisation des groupes, sur l'action directe qui permet de résoudre les problèmes concrets qui se posent à la classe (problèmes de santé, d'hygiène, de logement...) et sur la participation collective au fonctionnement des institutions autonomes qu'on s'est donné afin de surmonter l'apathie et la peur qui enlèvent toute combativité dans le système économique.

Et si ambiguïtés il y a parfois dans leurs actions, c'est le plus souvent au nom d'un réalisme qui consiste non pas à nier le système mais à s'appuyer sur ses contradictions internes pour avancer. A cet égard, le jeu des *Chavistas* pour dévoyer à leur profit les institutions californiennes devrait faire réfléchir les purs révolutionnaires qui prétendent ne s'intéresser aux institutions que lorsqu'elles « dépérissent » et fuient ainsi la réalité plutôt qu'ils ne l'affrontent.

### Le « machisme » en déroute

● L'accent mis sur la nécessité d'œuvrer au dépassement des contradictions internes à la classe : opposi-

tion entre *campesinos* en quelque sorte « californisés » et nouveaux arrivants que l'extrême pauvreté accule au rôle de *scabs* (briseurs de grève) ; rivalités entre minorités ethniques concurrentes ; contradictions entre intérêts de classe, poussant à la combativité, et charges familiales, incitant à la démobilisation.

Si les solutions apportées au premier problème paraissent imparfaites (par exemple quand les *Chavistas* convertis en douaniers-amateurs rivalisent de zèle avec les gardes-frontières professionnels), la solidarité établie entre ethnies traditionnellement défiantes les unes envers les autres et l'implication des groupes familiaux tout entiers dans les bagarres menées figurent parmi les réussites du mouvement. D'autant que l'idéologie « machiste » dominante exerce, sous couleur de protéger femmes et enfants, une constante pression dissuasive sur les grévistes.

### La non-violence efficace

● L'importance enfin donnée à la construction de ce que nous appellerions l'unité populaire, non par de simples appels à la solidarité mais bien par la diversification des formes et des terrains de lutte et la multiplication des liens avec les mouvements de masse extérieurs (syndicats, mouvements non-violents, associations féministes, groupes révolutionnaires...). Ainsi sont, durablement ou ponctuellement, impliqués dans l'action des *Chavistas* de nouvelles couches ou catégories sociales : étudiants, ecclésiastiques, employés de commerce, ouvriers d'usines...

Sans doute est-ce à ce niveau que le thème de la non-violence trouve, sinon une pertinence théorique plus grande, du moins une vertu opératoire indéniable. La non-violence, c'est rassurant pour les classes moyennes d'abord effarouchées par la révolte des Croquants ; c'est gênant pour les Eglises qui ne peuvent, sans bafouer leurs propres enseignements, ne pas l'applaudir ; ça inspire le respect même à ses adversaires. Bref, le « mythe » de la non-violence se révèle moralement et politiquement efficace à deux niveaux : il donne aux *Chavistas* une cohésion idéologique certaine ; il favorise la popularisation de leur combat, l'extension de la mobilisation et l'élargissement du mouvement de solidarité dans des milieux fort divers mais attachés aux mêmes références humanistes et chrétiennes.

Cela seul mérite notre respect, même si la notion de non-violence nous laisse réservés.

Claude DESLHIAT ■

(1) J.-M. Muller et J. Kalman, *César Chavez : un combat non-violent*, Paris, Fayard-Cerf, 1977, 238 pages.

## Policiers : L'arme à gauche...

Toute une génération d'auteurs de romans policiers refuse les polars de grand'papa.

Rien de tel que le roman policier pour prouver (et c'est malheureusement encore utile) que la littérature n'est pas neutre et que le pur divertissement n'existe pas. Même le polar le plus débile transmet des messages, beaucoup de messages, sur la société qui le sécrète. Les bons polars, quant à eux, sont une véritable mine d'or pour les notations socio-politiques et l'analyse en filigrane, celle qui touche mieux car elle passe dans l'inconscient du lecteur. Quelques titres récemment parus le montrent admirablement.

● Une peur noire de William Irish (Presses Pocket n° 1512, 1977) par exemple. Un livre pour expliquer comment la classe dominante assied sa puissance sur des trafics louches, ici l'opium. Minutieuse exploration des quartiers pauvres de La Havane, où les flics, même de gauche, se conduisent en cochons, comme tous les flics du monde. On lira, du même Irish, son chef d'œuvre : *La sirène du Mississipi* (Folio n° 507).

● Dans *L'opération libellule* de K.R. Dwyer (Gallimard, coll. « Super Noire », n° 78, 1977), il y a beaucoup de Chinois. Et pour une fois, assez sympas, les Chinois. Voilà un magnifique livre de politique-fiction : une organisation militaire américaine, le Comité, de tendance néo-nazie, soutenue par une CIA complètement pourrie, décide de provoquer le renversement du gouvernement chinois, même au risque de provoquer une 3<sup>e</sup> guerre mondiale. Tout l'intérêt du roman de Dwyer est de montrer comment l'extrême droite s'est infiltrée à tous les postes-clés de l'administration américaine, poussée en sous-marin par quelques grosses sociétés de banquiers New-Yorkais et de pétroliers du Texas. A lire, à tout prix.

● Il y a des Chinois, aussi, dans le dernier roman de J.G. Arnaud, sans doute le meilleur auteur de l'écurie Fleuve Noir, qui signe un bon livre anti-autoritaire, *Le mauve sied au Commandant* (Fleuve Noir, n° 1399, 1978). Arnaud, qui l'été dernier a pris publiquement position dans la presse locale varoise contre le surgénérateur de Mal-

ville, mène une lutte idéologique importante au sein d'une série très populaire. Ici, il met en cause le système capitaliste de la Corée du Sud qui, sous prétexte de lutter contre le Nord communiste, établit une dictature à coups de méthodes policières, de militarisation du social, d'emprisonnements politiques et de tortures psychologiques. J.G. Arnaud a récemment publié un autre livre très important, très gauchiste, *Subversive Club* (même coll., n° 1385, 1977) où un thriller palpitant lui sert de prétexte à démontrer que les multinationales sont prêtes à tout pour saboter en Europe un éventuel gouvernement de gauche. Un livre d'actualité, donc.

● La gauche, Samuel Fuller donne l'impression de s'en foutre pas mal, et pourtant *Mort d'un pigeon Beethoven Strasse* (Livre de Poche, n° 7406, 1977) est un beau livre traversé d'éclairs très non-violents : Fuller n'aime ni les flics, ni les militaires, ni les chasseurs, et il le dit clairement. Son histoire de maîtresse-chanteuse n'en prend que plus d'intérêt.

● La palme, parmi tous ces bons livres, va incontestablement ce coup-ci au dernier Jean-Patrick Manchette, *Fatale* (Gallimard, 1977, avec une remarquable couverture de Tardi). Une fable politique transparente (et sanglante) sur la pourriture d'une petite ville de province au nom prédestiné, Bléville. Fatale, c'est une jeune fille bien dans sa peau qui a mis au point une méthode pour faire chanter les bourgeois, et leur faire cracher du fric. Une descente furieuse, féministe et progressiste dans un panier de crabes.

Manchette fait en ce moment un boulot fou, menant de front le polar, dirigeant (avec sûreté) une collection de science fiction, *Futurama*, aux Presses de la Cité, et *Hebdo BD* (éditions du Square) où il signe, en plus, avec son copain Tardi, une bande policière remarquable.

● Et on termine sur une information : les très sérieuses éditions Garnier viennent de lancer une nouvelle collection où sont réédités les meilleurs romans populaires. Parmi eux, des po-

lars qui enfoncent largement pas mal de livres modernes. Surtout ceux d'Emile Gaboriau : *L'enquête* et *L'honneur du nom*. Gaboriau a inventé le roman policier sociologique, et on attendait sa réédition avec un soupçon d'impatience.

B. B. ■

### Repères

Les intellectuels qui voudront se casser la tête sur les implications politiques du roman policier liront avec délice l'essai d'Alain Lacombe, *Le roman noir américain* (coll. 10-18, n° 918), qui montre comment le polar est le reflet réaliste et baroque de la vie quotidienne américaine. Ceux qui préféreront se renseigner en se marrant, liront le *Pilote* spécial policier (éd. Dargaud, 8 F) n° 41 bis. Avec un dossier assez complet sur les meilleurs polars et les collections où les trouver, et, en prime, des tas de BD en couleurs. Au fait, les deux volumes de Francis Lacassin, *Mythologie du roman policier* (10-18, n° 867 à 868) ne sont pas mal non plus. Bourrés de détails et d'analyses intelligentes. Et pour terminer un clin d'œil bienveillant à la nouvelle génération française des écrivains policiers qui renouvellent le genre en ce moment, en douceur. On les trouve chez Gallimard (dans la Série Noire) ; ils s'appellent J.-P. Manchette, Pierre Siniac, Jean Vautrin, Alex Varoux et J.-P. Bastid. Leurs livres sont toujours très bons et pleins de politique.

Bernard Blanc ■

## Limoges : Soyez Coopératifs...

Quand on en a ras-le-bol de Paris, on va s'installer en province. A Limoges par exemple. Et on y fonde une coopérative. C'est ce que vient de faire Jacques-Emile Deschamp. Deschamp ? Deux disques chez Vogue. Le premier en 1972, *Non-retour*, épuisé, le second en 74 : *L'habitude* (LDY 28022). Deux 33 tours. Aujourd'hui il en sort un troisième. Mais pas chez Vogue. Chez lui. Avec une bande de copains avec lesquels il vient de monter une coopérative : la « Scoppa Imagine », 22 rue du Consulat, 87000 Limoges (tél. (55) 77-76-19). C'est là qu'on peut les joindre. Lui et quelques autres : Claude Alvarez Pereyre, Jean « Popoff » Cheva-

lier, Jean-Luc Chevalier, Jean-Alain Gardet, Jean-Pierre Grasset. Tous d'illustres inconnus. Non, pas tous, c'est vrai. Et quand bien même! Jacques-Emile Deschamps avait envie de faire autre chose que ce que la signature de contrats chez Vogue lui permettait de faire. Alors quoi? Une société selon la loi de 1901? Une SARL? Une société anonyme? Une coopérative? « *La coopérative c'est ce qui se rapprochait encore le plus de l'autogestion* ». Aujourd'hui, auteur et compositeur, Jacques-Emile Deschamps est salarié de la coopérative. 200 000 anciens francs par mois. « *L'argent de mes galas et de mes disques je le verse à la coopé* ». Bigre! Décidément il y a quelques chanteurs de par le pays qui n'entendent pas faire bon ménage avec le show-biz! « *Nous, on n'a pas envie de perdre notre temps. On veut certes lutter contre ce qui nous paraît insoutenable. Mais on veut faire quelque chose de plus tout de suite*. » Les lendemains qui chantent, oui, mais pas pour demain. Alors? Alors Deschamps et ses copains s'occupent d'autre chose que d'éditer des disques. Ils s'intéressent de très près à l'écologie, à la médecine naturelle, aux OVNI. Oui, aux OVNI. « *On a politisé le problème. C'est devenu un phénomène de droite*. » « *Si on se mêle de tout*, poursuit Jacques-Emile Deschamps, *c'est parce qu'on s'est dit que ça serait vraiment trop con de faire uniquement du disque parallèle en province*. » Toujours est-il que son disque marchera: il se trouve qu'il a quelque chose à dire. ■

P.S. : N'oublie pas de noter pour les lecteurs de TS. Si des copains veulent monter une coopérative comme nous, qu'ils aillent pas se casser la tête dans des démarches paperassières inutiles. Nous, on peut les tuyauter. Il suffit d'écrire à Limoges, à l'adresse indiquée plus haut. Pour le 35 tours, *Fréquences* (WN 27), distribution Discovale, SEDEP, 1, rue A.-Ribot, 44100 - Nantes.

Jacques-Emile DESCHAMPS



## Lavilliers super-star

Lavilliers à la radio, Lavilliers à la télé, Lavilliers à l'Olympia la semaine précédant les élections, Lavilliers sur tous les murs de Paris, Lavilliers dans on ne sait combien de galas en province, Lavilliers super-star. Lavilliers n'en croit pas ses yeux et ses oreilles. Il s'est produit, depuis son dernier passage à l'Olympia, l'année dernière — pour un seul soir —, devant quelque 80 000 spectateurs. Mais à la différence de l'année dernière, le public de Bernard Lavilliers ce n'est plus seulement les marginaux, les loubards, les shités des banlieues. « *On a voulu me faire vendre de la zone jusqu'ici, sous prétexte que ça marchait*. » En dépit du succès Lavilliers n'entend pas s'enfermer dans le ghetto de la marge. Ni dans la boutique de Barclay qui a pris en main son dernier gala. Lavilliers est seul, comme un boxeur, qu'il est. Et seul, il n'appartient « *à personne* ». Un leitmotiv chez lui. Soucieux de préserver son autonomie. « *Si tu crois que*

*je vais me faire récupérer, tu te goures. Si tu crois que les médias me vouent un culte particulier, tu te goures. Mon public je le dois à ce que je fais. A rien d'autre. T'entend? A rien d'autre.* » L'autre soir, le vieil Olympia avec sa gueule de scène à l'italienne n'en revenait pas. Surtout quand Bernard Lavilliers, épuisé, se met à balancer son dernier couplet: *la Vérité*: tout un programme (voir notre encadré). ■

### LA VERITE

On la malaxe, on la broie  
on la manie, on la surcharge  
on l'interprète, on la décharge  
on l'a vécue, on l'a connue  
on a la sienne, on a la nôtre  
ils ont la leur, mais elle est fausse  
elle est toute faite ou fabriquée  
elle est divine ou mystifiée  
elle sort du puits ou du trottoir  
elle est unique, elle est à voir  
elle était là, elle est ailleurs  
elle était noire, elle devient blanche  
c'était en 1040

après je ne m'en souviens plus  
la vérité est dans la rue  
au parti ou dans les églises  
les épiciers l'ont dans l'buffet  
et les filous dans leur miroir  
elle n'est pas toujours bonne à dire  
elle s'arrondit ou elle s'étire  
Ne dites que la vérité  
N'essaie pas de me rouler  
Mets-toi à table, sinon méfie  
La véritable démocratie  
le vrai sauveur de la patrie  
la vraie bataille d'Alger  
les faux témoins, les faux papiers  
les vrais cons les faux diplômés  
les vérités de la police  
tout c'qui se passe dans la coulisse  
elle est en bronze ou en acier  
elle est en plâtre ou en papier  
y'a un aveugle qui l'a vue  
elle était stricte elle était nue  
la vérité chacun la sienne  
on la cherche même sur la scène  
on l'a perdue depuis longtemps  
signe particulier: néant.

B. LAVILLIERS ■



## La décadence russe

Maxime Gorki : un monde où tout fout le camp.

Maxime Gorki, Yakov Bogomolov, et Les Derniers, Théâtre 13 et Théâtre de la Ville.

● Il y a de bien curieux hasards et d'étonnantes nécessités. L'an dernier, la saison théâtrale se vit submergée par le phénomène *Hamlet*, et l'on put chiffrer à 11 environ les avatars de la tragédie de Shakespeare. Comme c'est bizarre ! Était-ce pour nous montrer qu'il y avait « quelque chose de pourri » ailleurs qu'au royaume du Danemark ? Aujourd'hui, *Hamlet* est balayé. Ce sont les Russes qui prennent d'assaut les feux de la rampe pour nous parler d'un monde en décomposition. Tchekhov et Gorki en tête, ils multiplient les soirées samovar. En l'espace d'une semaine, à Paris, deux pièces de Maxime Gorki sont à l'affiche. L'une — *Les Derniers* —, superbe, est montée par le Roumain Lucian Pintilî au Théâtre de la Ville et l'autre — *Yakov Bogomolov* —, moins bonne et inachevée est mise en scène au Théâtre 13 par Michel Demiautte. Il n'est pas utile de parler longuement de cette dernière. Montée dans un beau décor, elle se traîne en longueur et ne signifie pas grand chose. C'est un tout autre tour de force au Théâtre de la Ville ! La pièce *Les Derniers* — drame domestique et politique sur la répression policière et le despotisme familial d'un ancien officier de police après les révoltes de 1905 —, est poussée jusqu'au délire par l'imagination du

metteur en scène. Qui sont-ils ces *Derniers* ? Les enfants d'une famille ruinée qui achèvent leur adolescence dans un monde où tout fout le camp. Autour de deux personnages étales (le père dans la brutalité et la mère dans sa douleur), Gorki a fait se jouer un véritable « nœud de vipères » dans une atmosphère lourde de tensions. Ce climat de décadence surannée, Pintilî l'a servi à merveille. Utilisant tout l'espace du plateau, le décor rappelle la lente décomposition d'un monde qui a connu le luxe avant de se désintégrer : des meubles poussiéreux, des tentures jaunies, etc... Le coup de génie de Pintilî est d'avoir travaillé sur deux scènes. La première, fortement éclairée, sert ce qui relève du drame familial proprement dit ; et l'autre, en arrière-plan, fonctionne par transparence pour servir de révélateur aux rêves et pensées politiques qui sous-tendent la pièce (scènes muettes de fusillades, présence permanente d'un soldat aux yeux bandés, etc...). Ainsi élevée au rang d'une œuvre à la fois onirique et politique, la pièce de Gorki sort de l'ombre. A la lecture, elle paraissait longue et répétitive. Au Théâtre de la Ville, grâce, notamment, à Claude Dauphin, Emmanuelle Riva et Georges Wilson, elle prend un tempo hystérique et fascinant qui ne se relâche pas. Une soirée d'un spectaculaire intelligent.

Fabian GASTELLIER ■

## HAUTE SURVEILLANCE

L'enfer carcéral. Barreaux et murs, murs et barreaux : le soleil ne passe plus. A l'intérieur d'une étroite cellule, trois prisonniers — deux petits voleurs et un assassin —, s'entredéchirent au nom du pouvoir, de la supériorité, de la force physique mais aussi de la misère sociale. Le vocabulaire cru et cinglant de Jean Genêt ne fait pas de cadeaux : il met à nu les êtres et exécute la société qui a fait de ces paumés des candidats à la guillotine.

Hallucinant de vérité, le jeu nerveux de Niels Arestrup, François Cluzet et Francis Nani crée une sorte de vertige. Lorsque le beau Yeux Verts raconte comment il est devenu un meurtrier, le spectateur, placé très près de la scène, ne peut que ressentir physiquement la force des pièges qui se referment sur les défavorisés. Que ce soit Cayenne, Alcatraz ou le moins légendaire Fleury-Mérogis, l'univers de Jean Genêt est criant de désespoir lucide. A ne pas manquer.

F. G. ■

● Haute Surveillance de Jean Genêt. Au Coupe-Chou Beaubourg (272.01.73), à 20 h 30.

## cinéma

### LA FRANCE COCUFIEE

Philippe Galland, l'exercice du pouvoir. Salles : Marignan (359.92.82) ; Richelieu (233.56.70) ; Saint Germain Huchette (633.87.59) ; Raspail (320.37.98) ; Entrepôt (542.67.42).

● Au Théâtre ce soir a placé son écran sur la scène politique. Sous le prétexte facile de prendre une distance ironique face aux événements historiques de la III<sup>e</sup> République, Philippe Galland métamorphose en vaudeville les voltiges des députés et des assoiffés de pouvoir. Remplaçant l'Assemblée nationale par des chambres à coucher où l'on cocufie aisément non seulement le mari mais la France entière, le réalisateur s'est laissé aller et le tout aboutit à une rigolade terne pour fins de soirées embourgeoisées qui ne nous décoincant pas un sourire. D'excellents comédiens (Michèle Moretti, Michel Aumont) se pavant dans l'adultère et le cocorico ridicule, mais le message politique de l'auteur (ex-assistant de Bertrand Tavernier) s'est égaré en route. C'est quelquefois sympathique, mais souvent vasouillard. Comme toujours et par indulgence, attendons le prochain film.

F. G. ■

# Les "show" électoraux

Extra, barbu, chloroforme, vannes, trop-plein, sunlights, mines...

Elle a tenu ses promesses : terne, attendue, « téléphonée ». Qui ? La campagne officielle à la radio-télévision. Celle du premier comme celle du second tour. Tout juste si, quand même, on avait attendu un peu les prestations du PS et du PC au début, après le premier tour, pour prendre le pouls des désistements, dans ce climat ultra-maussade.

Mais il ne s'y est rien passé. Tout semblait dit depuis longtemps, à la télé comme ailleurs. Tout avait volé si bas. Il n'y a guère que les petites formations — les « extra-parlementaires » — à en avoir profité pour faire entendre, le temps de quelques courtes minutes, un langage « différent ». A l'exception toutefois du Front national de Le Pen, écarté des ondes au nom d'une sombre affaire de procédure ; mais nous ne pouvons décidément pleurer trop sur ce silence, quelque injuste puisse paraître la mesure.

Les « anciens » se souviennent peut-être des présidentielles de 1965 par exemple. Il y avait — entre autres — un candidat bizarre nommé Marcel Barbu, qui s'était lancé dans la bataille pour défendre sa petite affaire de logements coopératifs. Il n'en finissait pas de gémir au nom des « petits » et des « pauvres ». Et de questionner les grands-grands candidats : De Gaulle, Mitterrand, Tixier-Vignancourt. Et il avait fini par pleurer à l'écran. Là, il se passait quelque chose...

Evidemment, la période sentait le chloroforme. La TV et les radios étaient entièrement entre les mains du pouvoir, directement, grâce à un invraisemblable ministre de l'Information-propagande nommé... Alain Peyrefitte. Et à un « Comité interministériel de l'information », dont le secrétariat était assuré par Pierre Hunt — cet ancien ambassadeur à Madagascar nommé depuis quelques jours porte-parole de l'Elysée : on y fixait les menus le matin même. Et les « journalistes » n'avaient qu'à bien se tenir. Alors, la « campagne », c'était brusquement l'ouverture de quelques vannes.

Aujourd'hui, comme on sait, la manipulation n'a pas disparu, pas plus que la vigilance de l'Etat giscardochiracien à l'égard des grands moyens d'information. Mais le pouvoir a nommé des gens plus ou moins aux ordres, qu'il prétend ne plus inquiéter maintenant. Et qui passent eux-mêmes une partie de leur temps à affirmer à l'antenne qu'ils sont indépendants. Et qu'attention, ils font leur métier honnêtement. Et que la responsabilité, la déontologie, la responsabilité, ce n'est pas rien. Et que surtout, ce n'est pas de leur faute s'il y a des bons et des méchants partout, et si le monde s'étripe, et en veut à leur sacro-sainte indépendance.

Bref, le contexte n'est plus ce qu'il était. Ce n'est plus la rareté, c'est le trop-plein. Et une campagne qui durerait depuis des années. Des jeux qui paraissaient faits d'avance. Un débat qui redevenait « politicien » a mesure que l'échéance des calculs de voix, des pourcentages et des stratégies de désistement se précisaient.

La soirée du 12 mars, à l'issue du premier tour, n'a d'ailleurs pas été scandaleuse — contrairement à certaines opérations passées, où l'on voyait par exemple Michel Péricard, ancien responsable de l'actualité télévisée à l'O.R.T.F., officier en notable rondouillard autour des œuvres de la majorité... dont il était. Et dont il est plus que jamais, puisqu'il a toutes chances d'être élu député RPR à St-Germain-en-Laye le 20 mars.

On était loin des fêtes d'antan. Antenne 2 s'était couplée avec une station privée : Europe 1. Les « politiques » de France-Inter — Paletou, Lefèvre, Denoyan et quelques autres — travaillaient avec ceux de Fr 3, sous les sunlights pour une fois. Mais ils faisaient preuve d'une certaine retenue. Prudence, prudence ! Seul Tf 1 avait fait dans le genre studio aérodynamique, grand décor à la Roissy-Concorde. Mais il manquait l'enthousiasme, la passion. Simplement, à voir les mines de quelques « ex-majoritaires » qui savent comment la droite peut profiter d'un second tour lors-

que la gauche a réussi médiocrement son premier, on sentait bien que l'avenir n'était pas rose pour les méchants rouges collectivistes...

Philippe MARIELIE ■

## MTS COÛTES

Problème n° 54

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I										
II										
III										
IV										
V										
VI										
VII										
VIII										
IX										
X										

### Horizontalement

I. Y'en a un à Villefranche qui rêve d'être ministre. - II. Un vert sur du jaune. Une gauche différente. - III. Qu'y produire et pour qui ? - IV. A virer dimanche (abréviation)). En fit trop ! - V. C'est la règle. Vint en coup de vent. - VI. Là ! A ne pas confondre avec un moyen d'éclairage sous peine de brûlure selon Pierre Dac. - VII. Des dingues. Une note. - VIII. Un rapace. Lie. - IX. Un type qui a son cercle et aussi sa droite. Note. - X. Quand on pense que Peyrefitte en fut l'élève !... (abrév.). Ont pris le large.

### Verticalement

1. Une certaine odeur de la V<sup>e</sup>. - 2. Pas favorable à l'ouverture. Fait fuir la précédente. - 3. Plus d'un tiers de l'humanité. - 4. Après lavage. Un éternel roi de Pologne. - 5. Possessif dans le désordre. Un vrai lâche. - 6. Osée ou gonflée. Abréviation. - 7. Dans le coup. Trimera. - 8. Il y aurait intérêt à surveiller un peu plus celles vers la Suisse ! - 9. Célèbre pour son maire. Une demoiselle toute retournée. Note - 10. Annoncent un bon fromage !

### Solution du n° 53

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	S	Y	N	D	I	C	A	L	E	S
II	O	S	I	E	R	V	E	X	E	
III	U	E	R	A	P	E	R	A	I	
IV	T	R	I	A	N	O	N	M	N	
V	E	L	I	E	M	I	G			
VI	R	B	L	E	T	T	O	N	S	
VII	R	A	I	L	L	E	R	I	E	
VIII	A	S	S	E	B	B	A	R	A	
IX	I	T	O	C	I	S	A	L		
X	N	A	R	I	E	N	I	E		

# Exposition : Sacré sucre !



Sucres de canne connus au Bengale depuis l'Antiquité, Canne à sucre exportés par les Croisés de Sicile en 1230, gagnant l'Amérique au 17<sup>e</sup> siècle... Puis la betterave : Magraff, en 1747, découvrit à Berlin les procédés d'extraction du sucre... Le sucre, frère du miel...

Le petit sucre que nous mettons dans notre petit noir quotidien pris au zinc, est à l'honneur, jusqu'au 17 avril, dans les murs de notre très rétro Musée des Arts décoratifs (I) transformé pour l'Exposition « L'Art en Sucre » en un éblouissant Palais de Dame Tartine !

Scintillante, succulente, savoureusement sucrée, cette expo ! A s'en lécher les babines de plaisirs gourmands... même pour les plus réticents des lecteurs ou militants autogestionnaires !

Au 19<sup>e</sup> siècle, c'est la grande parade des bonbons et cette expo en présente un éblouissant étalage dans les grands bocaliers de verre qui, avant l'ère des super-marché-libre-services, trônaient fièrement dans les petites épicerie et confiseries provinciales... Bonbons aux souvenirs d'enfance : Calissons d'Aix,

Froufrous guimauve enrobés de cacao, Cocons de Lyon, Cassissines de Dijon, Pastilles de Menthe et de Coquelicot, Dragées de Verdun et autres délices de nos provinces... petit voyage en France gourmande ! Bonbons aux formes de voitures, avions, Tour Eiffel... La révolution industrielle n'échappe pas aux friandises !

Le sucre, matière scintillante, cristalline, qui se moule, se coule, se file comme le verre, permet aux artisans confiseurs de réaliser d'audacieuses pièces dignes des verriers de Venise (Notre-Dame d'Amiens, carrosses, pagodes, fleurs, fruits, animaux, personnages, paysages). Mais art éphémère et fragile ! Ah ! ce Sacré Sucre ! devenu Sucre Sacré au Mexique où il est utilisé pour des offrandes aux morts : squellettes joyeux ou ironiques assis sur leur cercueil, têtes de morts, petits cercueils roses et bleus festonnés de sucre blanc, sucettes têtes de mort sur bâton de plastique... vendus sur les marchés à l'époque de la Toussaint... Traditions et art populaire, un pied de nez à la mort dans ce pays où elle est toujours présente.

Une place est faite dans cette exposition aux confitures, car on ne peut en faire sans sucre. Savez-vous que Nostadamus leur consacra, en 1555, un ouvrage qui se voulait être « un excellent et moult utile opuscule à tous nécessaire qui désirent avoir connaissance de plusieurs exquises recettes ». Dites-le avec des confitures ! Nous suggèrent les pots aux étiquettes naïves et poétiques, aux saveurs d'enfance... à vous faire ressortir du grenier la bassine de cuivre rouge, l'été venu :

*Joyeuse, moelleuse, souveraine. Contre l'incidieuse morosité ;*  
ou encore :

*Pêches acidulées aux épices pour se préparer aux nuits d'ardente déraison... ou pour accompagner le canard rôti.*

C'est bientôt Pâques et le 1<sup>er</sup> avril... Laissez-vous tenter par les œufs et poissons de sucre et de chocolat... A bon entendeur... Et vous pouvez toujours casser du sucre sur le dos de vos adversaires... Mais allez manger des yeux et du palais cette expo sucrée.

Sucrement votre,

**Françoise CLAIRE** ■

● « L'Art en Sucre », Musée des Arts décoratifs, 136 rue de Rivoli, Paris (métro Palais Royal ou Louvre) ; entrée : 6 F.

